

# HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,  
cet hebdomadaire est édité  
par la société  
Haïti-Observateur Group, Inc.  
www.haiti-observateur.ca  
Haïti-Observateur  
P.O. Box 356237  
Briarwood, NY 11435-6235  
Tél. (718) 812-2820  
haiti\_observateur@yahoo.com  
New York: \$1,00  
Partout ailleurs : 1,50 \$  
Haïti: 20 gourdes  
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXVIII, No. 45 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10

12 - 19 decembre 2018

## Vladimir Paraison s'est réfugié en Équateur

TRANSPORTÉ DE MARIGOT PAR UNE VEDETTE MILITAIRE DE CE PAY

Par Léo Joseph

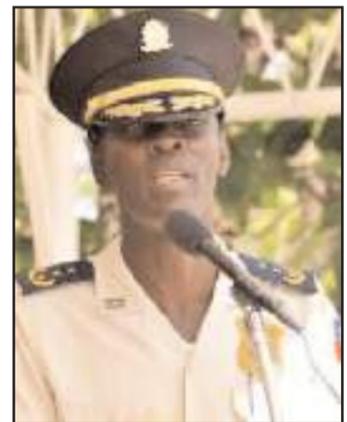
L'ex coordonnateur de l'Unité centrale de sécurité du Palais national d'Haïti (UCSPN) s'est dérobé au mandat d'amener qui a été décerné contre lui par le juge d'instruction de Saint Marc, dans le cadre de l'affaire de la contrebande d'armes et de munition en provenance de Miami, Floride. André Jonas Vladimir Paraison a réussi à quitter le pays grâce à un plan concocté par le pouvoir ayant instrumentalisé les bons

rapports qu'il entretient avec le gouvernement équatorien pour jeter cette nouvelle pelure de banane sur la route de la justice américaine œuvrant pour remonter la filière de cette conspiration. En effet, alors que les rumeurs de la disparition de ce haut gradé de la Police nationale d'Haïti (PNH) faisaient le tour de la capitale, l'intéressé ayant choisi dix policiers qui relevaient de son commandement, monté à bord de véhicule du UCSPN se dirigeait vers Marigot (Jacmel), dans le département du sud-est.

Là, apprend-on de sources autorisées, il s'était mis à couvert dans une résidence non encore identifiée, pour attendre l'arrivée du bateau qui devait y venir le chercher.

Une semaine après la rumeur de sa disparition, Vladimir Paraison était arrivé à Quito. On n'a pu savoir si aucun des dix policiers qui l'accompagnaient a pris l'exil avec lui. Si non, cela voudrait dire qu'il s'était constitué une escorte policière en vue d'assurer sa sécurité, chemin faisant, ou bien de le protéger

contre une éventuelle tentative de le capturer avant d'arriver à Marigot. Cela s'explique quand d'autres rumeurs faisaient croire que les Américains, qui travaillaient de concert avec le juge



Vladimir Paraison en fuite en Equateur.

Dienel Leumérant, dans le cadre du dossier des armes de Saint-Marc, auraient contemplé l'idée d'envoyer des marshals fédéraux pour l'arrêter eux-mêmes. Mais la tournure qu'ont prise les événements, à la faveur de la

Suite en page 2

CORRUPTION, GABEGIE ADMINISTRATIVE ET DÉTOURNEMENTS DE FONDS PUBLICS

## Les derniers scandales dénoncés publiquement

Sous le régime *tèt kale* première version, les scandales à rebondissement éclataient presque chaque mois. Avec Jovenel Moïse, au Palais national,

ils sont dénoncés à la semaine. Ce qui démontre l'assiduité de l'équipe au pouvoir à l'œuvre de mise à sac des ressources du pays. Aussi ne faut-il pas prendre à la

légère, ni rejeter l'idée véhiculée par certains observateurs faisant état de détournements de fonds

Suite en page 3



Jovenel Moïse doit assumer ses responsabilités dans la fuite des accusés, en premier lieu Vladimir Paraison.

## HAPPENINGS ! The pain of a sister



Nancy Oriol-DesGrottes

The month of December, joyous for most, has not been so for Carline Oriol DesGrottes for the past 21 years.

Near Milan, Italy, where she's been living since 1993, Carline keeps thinking of her younger sister Nancy, who was born on December 12, a day like today, two years and one day apart from her own birthday of December 11. More painful yet, Nancy died



Carline Oriol-DesGrottes.

on December 21, 1997, at age 35. "While I always told her, I think I would die at 35, here it happened to my sister," Carline keeps reminding herself.

Nancy died a violent death at the hand of her former boyfriend-turned-husband. He pumped three bullets the back of her neck at their home in Cambria Heights, Queens, N.Y., on that

Continued on page 16

## SPORT

### Le début de l'ère du base-ball en Haïti



La très jeune équipe haïtienne avec l'équipe du Pérou.

Après plus de quatre décennies d'ostracisme en Haïti, le base-ball, le sport nationale américain, qui a droit de cité dans plusieurs pays de l'hémisphère, y compris en République dominicaine, est en passe de faire son entrée dans notre pays. Il y a de fortes possibilités que, d'ici deux ou trois ans, des jeunes adeptes de ce sport pourront participer à des compétitions régionales. D'ores et déjà, l'Académie de base-ball haïtien est déjà créée et des jeunes Haïtiens ont participé à des matches d'entraînement, en République dominicaine, dans d'autres pays de la Caraïbe et de l'Amérique latine.

Dans la prochaine édition,

Suite en page 4

# Vladimir Paraison s'est réfugié en Équateur

## TRANSPORTÉ DE MARIGOT PAR UNE VEDETTE MILITAIRE DE CE PAYS

Suite de la page 1

La fuite de Paraison, crée une toute autre situation. Dans la mesure où le témoignage de l'ex-coordonnateur de la UCSPN est nécessaire à l'accusation, par rapport au procès, les autorités judiciaires, tant en Haïti qu'aux États-Unis, ont du pain sur la planche. Il ne s'agit pas d'une mince affaire, vu qu'il a fallu la participation des officiels haïtiens, à plusieurs niveaux, pour favoriser le départ clandestin de ce haut gradé de la PNH.

### Le limogage de Paraison : Un stratagème pour dérouter l'enquête sur l'importation illégale des armes de Saint-Marc

La fuite de Vladimir du pays, dans les conditions que l'on sait ne fait que confirmer l'idée de l'implication des hautes autorités du pays dans une méga conspiration pour introduire des armes et munition dans le pays en dehors des normes établies par les autorités américaines. La manière dont les dirigeants haïtiens gèrent le dossier conforte la théorie des Américains selon laquelle les personnes jusqu'ici accusées sont, pour la plupart, des « *auxiliaires obligés* », sinon des « *associés consentants* ».

A l'analyse des rôles joués, les premiers ont obéi à des ordres reçus, dans le cadre de leurs responsabilités institutionnelles; tandis que les seconds ont participé à cette conspiration en connaissance de cause, en raison des avantages qu'elles leur procurent. C'est pourquoi des actes d'intimidation dirigés contre le juge instructeur de Saint-Marc, dont le premier consistant en la poursuite du véhicule de juge Dieunel Lémeurant, n'a fait l'objet d'aucune investigation. Quant au second, encore plus grave, au cours duquel des hommes armés non identifiés ont, au milieu de la nuit, criblé de balles la résidence et le véhicule de Me Lémeurant, n'a fait l'objet d'aucune intervention des autorités. Silence total ! Même attitude adoptée à l'égard du massacre de La Saline. Ce qui, de toute évidence, dans les deux cas, fait pointer du doigt l'administration Moïse-Céant comme étant l'inspiratrice de ces crimes. Surtout quand les inculpés énumérés dans le verdict définitif du juge Lémeurant sont en même temps déclarés des fugitifs. Ici encore, il y lieu d'accuser les décideurs du pays de complicité dans la fuite de ces proches du pouvoir.

### Ocnam Clamé Daméus mis en cause dans le dossier des armes de Saint-Marc

S'il y a une raison de se convain-

cre du rôle d'obstacle à l'enquête sur l'importation illégale d'armes et de munitions des États-Unis à Haïti, en septembre 2016, il faut se référer à la manière dont le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Ocnam Clamé Daméus, a géré le dossier.

En effet, dans la mesure où il prend ses directives du Palais national, M. Daméus a eu une attitude nettement partisane dans la gestion du dossier des armes en question n'ayant pas suivi le protocole établi. C'est pourquoi il a délibérément omis d'exécuter l'ordre d'écrou qui avait été émis à l'encontre des personnes inculpées. En agissant ainsi, il a permis à celles-ci de s'évader dans la nature. Désormais, à moins qu'elles se rendent volontairement, Réginald Delva, André Jonas Vladimir Paraison, Ronald Nelson, Jimmy Joseph Junior Joël Joseph, Monplaisir Édouard, et Durand Charles sont recherchés par la Police nationale et l'Interpol.

Il est un fait certain qu'en Haïti le commissaire du gouvernement, qui obéit aveuglément aux mots d'ordre de l'exécutif, n'aurait pris la liberté de passer outre à faire exécuter l'ordre d'arrestation des accusés de son propre chef. On en veut pour preuve les décisions qu'a prises Ocnam Clamé Daméus de décerner des interdictions de départs, ou d'émettre des convocations à l'encontre de certaines personnes épinglées dans le dossier PetroCaribe, tels que l'ex-Premier ministre Laurent Salvador Lamothe. Pourtant, les principaux concernés comme Michel Martels ne sont pas le moins du monde inquiété. C'est le procédé établi par le Palais national pour donner l'impression que la présidence mobilise les ressources des institutions étatiques pour gérer l'affaire PetroCaribe dans le sens des revendications des PetroCaribe challengers.

Dans le dossier des armes de Saint-Marc, l'attitude de Jovenel Moïse et son équipe ne diffère en rien la manière dont ils gèrent le scandale PetroCaribe, faisant flèche de tout bois pour détourner les démarches du mouvement PetroCaribe dont le principal objectif consiste à poursuivre en justice les personnes accusées de vol dans les rapports des deux enquêtes du Sénat pilotées par les sénateurs Youri Latortue et Évalière Beauplan. Dans le même ordre d'idées, Ocnam Clamé Daméus, obéissant strictement aux exigences du président Moïse, a tout bonnement ignoré l'ordre d'arrestation des conspirateurs dans l'affaire d'importation illégale d'armes et de munitions de Miami, en Floride, au port de Saint-Marc, en Haïti.

A la lumière de tous ces scandales à rebondissements, qui éclatent presque au jour le jour, impliquant les gouvernements Martelly-Lamothe, Martelly-Paul et Moïse-Lafontant, on peut

encore mieux comprendre les raisons pour lesquelles Sweet Mickey avait jeté son dévolu sur Jovenel Moïse pour le succéder.



Le commissaire du gouvernement Ocnam Clamé Dameus, facilitateur de la fuite des inculpés.

Dans la gestion du pouvoir, ce dernier se révèle bien le digne héritier de son prédécesseur et mentor en imitant religieusement la conduite ses actes et décisions.

### Un comportement d'État voyou

Déjà connu pour un président

criminel, pour avoir prêté serment pendant qu'il se trouvait sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent, Jovenel Moïse et son équipe mettent Haïti au rang d'États voyous. C'est la conclusion à laquelle il faut aboutir quand on sait que, dans la mesure où l'importation illégale d'armes et de munitions, dans les conditions que celles-ci sont distribuées en Haïti, les dirigeants haïtiens favorisent l'épanouissement du terrorisme international. Puisque des enquêtes ont révélé que des armes provenant d'Haïti, dont certaines appartenant à la Police nationale, ont été retrouvées en République dominicaine, à la Jamaïque, au Venezuela, ou encore au Mexique entre les mains des caïds de la drogue.

En clair, les faits prouvent clairement que l'administration Moïse-Céant joue le rôle de promotrice du terrorisme international et fait d'Haïti une source d'approvisionnement d'armes et de munitions aux agents de terreur de l'hémisphère occidental. C'est pourquoi, dans certains milieux diplomatiques, à la capitale haïtienne, on lui décerne

l'appellation État voyou. Puisque les autorités optent pour ne pas participer à la politique régionale visant à protéger les pays de la région contre les terroristes.

On peut comprendre pourquoi les Américains poursuivent ce cas avec tant d'acharnement pour que soient identifiées les personnes derrière cette conspiration fomentée par Jimmy Joseph, qui s'était déclaré, à l'origine, le responsable de la société « Global Dynasty Corps S.A. », soit disant immatriculée en Haïti; et la compagnie « Global Dynasty Corps LLP » basée à Orlando, Florida, et dont le propriétaire est Junior Joël Joseph, frère de Jimmy.

Rappelons que les autorités judiciaires américaines suivaient les différentes phases de l'acquisition illégale des armes et munitions destinées au port de Saint-Marc, grâce à un informateur qu'elles avaient planté au sein du « *marchand* » d'armes Junior Joël Joseph et de l'« *acheteur* » Jimmy Joseph.

En clair, les autorités fédérales, par le truchement de leur

Suite en page 3

Help NYC Vote  
**Become an Election Day Interpreter!**  
**NOW HIRING BILINGUAL (English/Haitian Creole) Speakers**  
 The City is seeking bilingual candidates with excellent customer service skills to help NYC vote on Election Day in November.  
 Earn money by helping your fellow New Yorkers vote.  
 Apply today!  
 Visit: [www.langalo.com/helpnycvote](http://www.langalo.com/helpnycvote)  
**NYC**  
 Office of Immigrant Affairs

# Vladimir Paraison s'est réfugié en Équateur

## TRANSPORTÉ DE MARIGOT PAR UNE VEDETTE MILITAIRE DE CE PAYS

Suite de la page 2

informateur, assuraient l'instruction du dossier, avant même la commission du crime, de manière à connaître l'identité des personnes interposées agissant pour le compte de grosses légumes du pouvoir, les vrais responsables de cette importation illégale. Nonobstant les rôles attribués aux personnes inculpées par le juge instructeur de Saint-Marc, Dieu-nel Lémeurant, les autorités judiciaires américaines mettent tout en œuvre pour connaître les vrais importateurs des armes et muni-

tions introduites illégalement dans le pays, en septembre 2016.

### Qu'en est-il des mercenaires qui ont été intégrés à la UCSPG?

La fuite de Vladimir Paraison en Équateur amène à se demander qu'en est-il des mercenaires étrangers introduits dans les rangs de la UCSPG, des franc-tireurs appelés surtout à renforcer la défense du Palais national et à faire échec à toute velléité des manifestants de foncer sur la résidence officielle du chef de l'État. Dans la mesure où les dirigeants

haïtiens n'ont jamais expliqué ni l'origine de ces étrangers portant un uniforme différent de ceux de la PNH et des brigades spéciales, et dont le directeur général de l'institution avait déclaré ignorer totalement l'origine, ni leur mission, encore moins la durée de leur déploiement en Haïti, il ne reste plus aux observateurs qu'à donner dans les conjectures.

En effet, puisqu'on ne voit plus, ni entendre parler de ces mercenaires, en Haïti, il faudrait se demander s'ils n'étaient pas des Équatoriens venus en Haïti à l'initiative de Paraison. Car, ayant fait ses études à une académie

militaire d'Équateur, on laissait croire qu'il possède des amis au niveau de la hiérarchie militaire et policière de ce pays. Ces derniers, raisonne-t-on, auraient tout bonnement influencé la décision d'expédier des gens armés en Haïti, à la requête du fugitif.

Dès l'instant où Paraison s'était retrouvé dans l'obligation de quitter le pays en toute urgence, il semble que les mercenaires aient reçu l'ordre de leurs supérieurs, à Quito, de regagner leur pays. Dans ce cas, la vedette militaire expédié à Marigot pour chercher le haut gradé de la PNH en fuite aurait pu faire d'une pierre deux

coups : amener Paraison en Équateur et rapatrier les mercenaires dont le service était prêt au gouvernement Moïse-Céant. Tout compte fait, la manière dont les dirigeants haïtiens traitent ce dossier montre que l'administration Moïse-Céant fait tout en son pouvoir pour déjouer l'enquête, de manière à éviter que l'identité de Michel Martelly, de Laurent Lamothe et consorts ne soient révélée avec toutes les conséquences que cela peut entraîner pour les présents dirigeants, mais encore surtout pour le prédécesseur de Moïse et ses alliés politiques. L.J.

## CORRUPTION, GABEGIE ADMINISTRATIVE ET DÉTOURNEMENTS DE FONDS PUBLICS

# Les derniers scandales dénoncés publiquement

Suite de la page 1

encore plus importants que la dilapidation du compte Petro-Caribe. C'est, sans doute, grâce à la disponibilité de ces créneaux que la famille présidentielle a pu ouvrir des comptes en banque en République dominicaine, y compris le père du président de la République, afin d'y verser les millions qu'elle ramasse au détri-

chef dans leur comportement. Cette semaine, des membres de la « Fédération des syndicats des Travailleurs de l'Électricité d'Haïti » (FESTRED'H), lors d'une conférence presse, ont dénoncé la corruption qui bat son plein à l'Électricité d'Haïti (EdH), particulièrement au site de Carrefour. La vice-présidente de FESTRED'H a dénoncé ce qu'elle qualifie de « détournements de matériels », précisant que le di-

Dans la foulée de telles dénonciations, les syndicalistes de l'EDH attirent l'attention sur des investissements effectués. Au lieu de servir à rationaliser le service à la clientèle, les équipements achetés sont de préférence utilisés à des fins personnelles, histoire, ont-ils dénoncé, d'enrichir certains individus.

Insistant sur le phénomène du « blackout », dont font l'expérience, quasiment en permanence, les abonnés, notamment ceux de la capitale, les membres de FESTRED'H font remarquer que l'unique plan que projette les autorités consiste à « privatiser » cette entreprise d'État. Mme Pierre-Charles a fait savoir qu'une telle stratégie ne saura apporter la solution escomptée. Au contraire, a-t-elle fait remarquer, elle ne fera que l'aggraver.

### Les syndicalistes proposent des stratégies rationnelles pour juguler le blackout

Les syndicalistes croient avoir la bonne recette pour remédier aux problèmes auxquels se trouve confrontée l'EdH. Selon eux, l'amélioration de la production et la commercialisation du courant électrique à travers tout le réseau doivent passer par une intervention bilatérale entre l'État et l'EdH formulant une politique énergétique au profit du pays. Cette stratégie, ont encore souligné les membres de ce syndicat, doivent enlever le contrôle de la compagnie aux entreprises privées, soulignant plutôt la construction d'usines électriques à travers le pays. Ce qui, selon eux, contribuera à une meilleure distribution du courant à un prix également abordable aux consommateurs.

Parmi les suggestions faites par les membres de FESTRED'H, les syndicalistes font état de la construction, à Miragoâne, dans le département des Nippes, d'une centrale électrique de 40 mégawatts. Pour eux, cette plante aura la capacité de desservir tout le département du sud, tout en préconisant l'augmentation des capacités de la centrale thermique de Jacmel. Selon eux ajouter 5 mégawatts au potentiel de cette plante pourrait coûter entre USD 50 et 60 millions \$. Les syndicalistes n'ont pas indi-

qué si et quand une étude de faisabilité a été faite par rapport aux projets qu'ils ont mis en avant. Ni non plus ils n'ont pas précisé d'où en viendra le financement.

cable commandée et USD 0,50 sur chaque compteur.

D'aucuns pensent qu'il n'aurait pu effectuer ce retrait d'argent du fonds de l'EdH, ni s'approprier



Des syndicalistes de l'EDH dénoncent la malversation à cette compagnie.

### Le directeur général d'EdH accusé de détournements de fonds

Le directeur général d'EdH est l'objet de sévères critiques. Des sources qui souhaitent garder l'anonymat on fait savoir que

prier des commissions sur l'achat du câble et des compteurs dans l'ignorance de ses supérieurs hiérarchiques. Certains pensent même qu'on ne devrait pas s'étonner d'apprendre que les sommes réalisées par le directeur général d'EdH, à travers de telles opérations, sont versées aux résidents du Palais national, autres moyens



Le directeur général d'EdH, l'ingénieur Hervé Pierre-Louis.

l'ingénieur Hervé Pierre-Louis commet des détournements de fonds sur les avoirs de la compagnie.

En effet, ces sources ont accusé M. Pierre-Louis d'avoir fait un retrait de USD 1,2 millions \$ du compte de la compagnie. De plus, il est accusé de s'octroyer des ristournes lors des achats de matériels. Par exemple, ont encore rapporté ces mêmes sources, quand sont effectuées des commandes de câbles et de compteurs, Pierre-Louis toucherait USD 1,00 \$ sur chaque pied de

pour ces derniers d'augmenter leur richesse, dans le cadre de leur plan de pillage systématique de la caisse publique.

### Une stratégie pour gagner des mille et des cents

Depuis la prestation de serment de Jovenel Moïse, on ne peut vraiment savoir combien de millions de dollars qu'il a ramassés avec sa femme, sauf les montants réalisés sous forme de *per diem*,



Le couple présidentiel haïtien, Jovenel et Martine Moïse, opérateurs #Δ4un et deux de détournements de fonds publics.

ment des ressources publiques.

Dans certains milieux politiques, à la capitale haïtienne et sur les réseaux sociaux, on parle du gaspillage d'environ USD 4 milliards \$, au cours des dix dernières années, par l'intermédiaire de ponctions répétées sur le budget national, dans le cadre de la politique « déshabiller Pierre pour habiller Paul » menée en catimini. C'est le système initié par Michel Martelly, que son successeur et vassal Jovenel Moïse s'emploie à exécuter à la lettre.

### Corruption et gabegie administrative à l'EdH?

La corruption ayant gangrené tout l'administration haïtienne, rien d'étonnant que les directeurs des institutions publiques imitent leur

recteur général de cette entreprise d'État a utilisé les fonds de celle-ci pour faire l'acquisition d'une vingtaine de véhicules qui ont été distribués à des « amis ». Marie Danielle Pierre-Charles a également dénoncé le détournement du matériel et d'équipements. Par ailleurs, Marie Danielle Pierre-Charles s'est insurgée contre le projet de « privatisation » de l'EdH, arguant que les autorités n'investissent dans aucun projet visant à assurer le courant électrique aux consommateurs et à éviter les interminables coupures d'électricité. Les membres de la FESTRED'H critiquent sévèrement les autorités, les accusant d'avoir fait très peu ou rien pour l'amélioration de la production et la distribution du courant électrique à l'échelle nationale.

Suite en page 4

# CORRUPTION, GABEGIE ADMINISTRATIVE ET DÉTOURNEMENTS DE FONDS PUBLICS

## Les derniers scandales dénoncés publiquement

Suite de la page 3

puisqu'ils ne se séparent jamais à la faveur des voyages officiels du chef de l'État à l'étranger. Les détournements de fonds effectués par la première famille ne sont connus qu'à l'occasion de l'éclatement des scandales. Ces derniers jours sont riches en esclandres dénonçant les déprédations de Martine Moïse sur les caisses publiques.

Certes, il n'y a même pas une semaine, le sénateur Youri Latorue, a révélé que le directeur de l'ONI a informé que la première dame avait fait partie d'une délégation qui s'était rendu en France pour rencontrer les responsables

de la compagnie allemande Dermalog, à qui a été octroyé le contrat de fabrication des cartes de citoyen. Cette opération est jugée illégale puisque la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA) n'avait pas autorisé l'octroi de ce contrat à cette compagnie. Il semble que le gouvernement ait décidé de passer outre à la décision de la CSC/CA, parce Mme Moïse avait une « ristourne » à percevoir.

Moins d'une semaine auparavant, Chesnel Pierre, directeur général de l'Office national des assurances (ONA), a dénoncé, lors d'une prestation à une radio de la capitale, que le président Moïse lui avait ordonné d'accorder des

prêts à des autorités du pays et des amis de la présidence. Selon M. Pierre, parmi les bénéficiaires, Mme Moïse a retiré un prêt de centaines de millions de gourdes. De plus, le directeur de l'ONA a précisé que le président lui a montré comment faire pour que l'émission de ces prêts soient rendue « impossible à retracer ».

On sait que la première dame fait également son « beurre » dans la vente de produits pétroliers, opposant une compétition déloyale aux distributeurs légitimes de produits pétroliers détenteurs de patente pour laquelle ils versent une somme appréciable à l'État.

En attendant qu'éclatent de nouveaux scandales, de nature à

exposer d'autres opérations de détournements de fonds de Martine Moïse, ses courtiers et démarcheurs ne chôment pas.

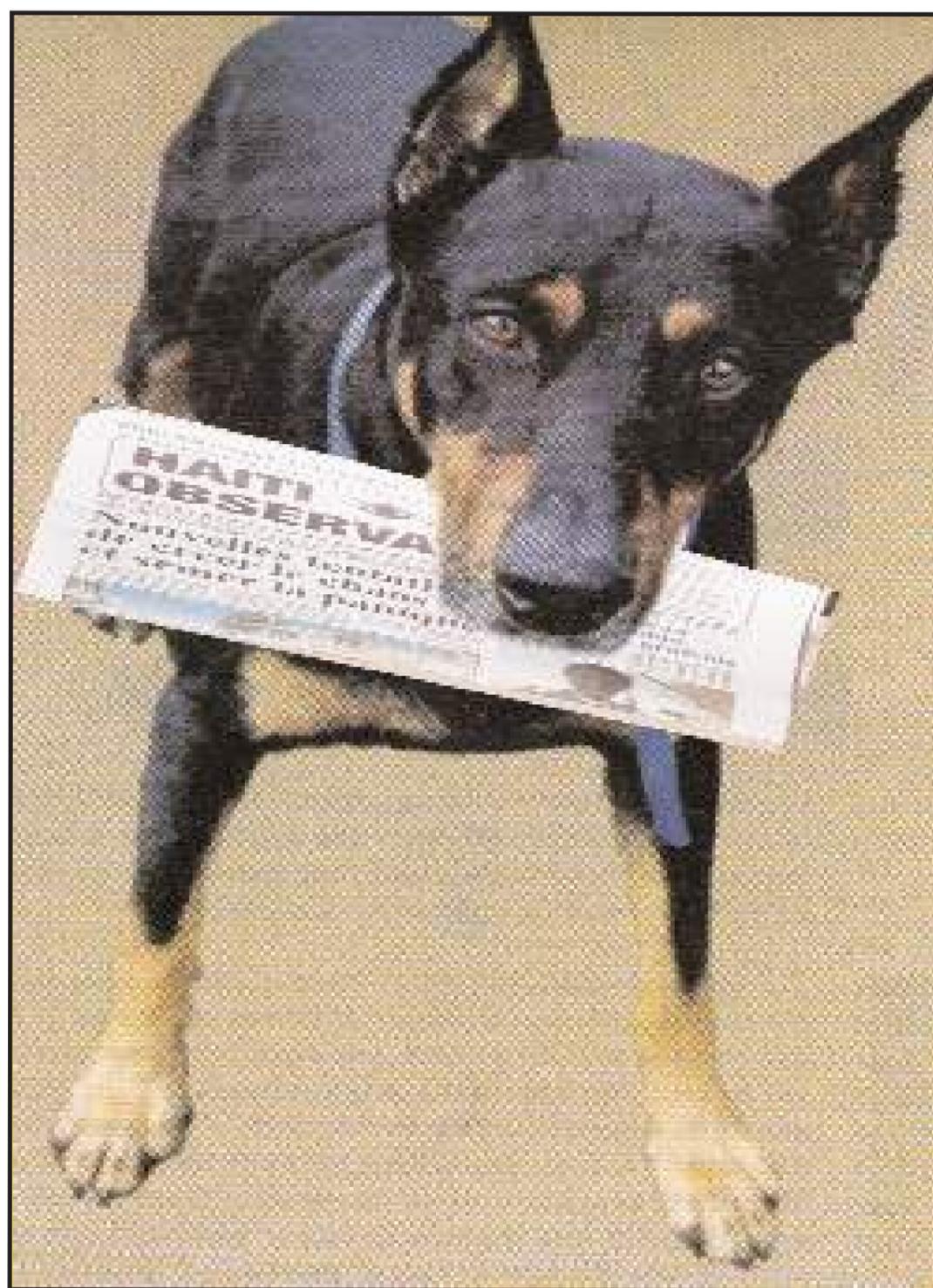
### Des comptes en banque en République dominicaine

On se rappelle que le procureur fédéral de Santo Domingo, à l'instigation des autorités judiciaires des États-Unis, avait ordonné le gel d'une cinquantaine de comptes en banque, dans l'État voisin, appartenant à des anciens et présents officiels haïtiens.

Des sources dignes de foi ont révélé que, parmi ces comptes, se trouvent ceux de la première famille d'Haïti, y compris même

du père de Jovenel Moïse. Ces mêmes sources ont précisé que ces opérations bancaires attribuées à des dirigeants haïtiens sont de dates récentes. Car, selon toute vraisemblance, avant le 7 février 2017, cette famille présidentielle n'avait pas encore ouvert de compte dans des banques dominicaines. En outre, vu que M. Moïse et sa famille ainsi que leurs acolytes politiques ne placent les magots volés de la caisse publique dans les banques haïtiennes, il y a de fortes possibilités que, même les enfants du couple présidentiel, ont des comptes en banque de l'autre côté de la frontière.

L.J.



## HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : [haiti-observateur.ca](http://haiti-observateur.ca)

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

## SPORT

### Le début de l'ère du base-ball en Haïti

Suite de la page 2

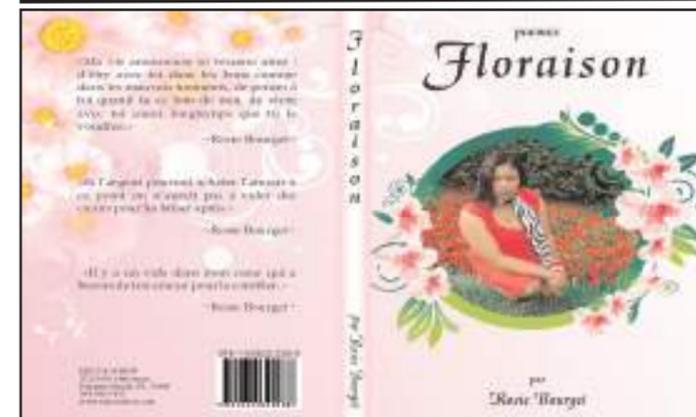
sera publié un texte qui montre le cheminement de l'Académie de base-ball haïtien et les progrès réalisés par les jeunes qui ont profité de l'occasion pour devenir des futures vedettes d'un sport qu'ils pouvaient contempler et suivre seulement sur des

écrans de télévision.

Au cours des derniers mois, les nouveaux joueurs de base-ball haïtiens ont participé à des « cliniques », en République dominicaine, observé des joueurs à l'œuvre de l'autre côté de la frontière, en sus de subir des heures d'entraînement sous la supervision d'athlètes expérimentés dans ce sport.

PROPRIÉTÉ , VENDRE  
PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : 509 3-170.3575, à partir de 6 heures p.m.  
Pour plus d'informations, appelez Blurette Coq au 509.3170.3575 .



## MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: [mirlenecornet@gmail.com](mailto:mirlenecornet@gmail.com)

# NOTE DE PRESSE

## LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIÈME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1<sup>ère</sup> femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » ».

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et



Ertha Pascal Trouillot, avocate.

d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour

être livrée dans sa forme achevée :

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes, de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Com-

me le soutient le préfacier du 3<sup>ème</sup> tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d'Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOME I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : « ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses : a) E – MAIL :

[Ertha@erthavision.com](mailto:Ertha@erthavision.com)

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, NY 11004 - 0309

### BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique JACQUES VIAU du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une AMBULANCE



EQUIPEE et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.

Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

# Kreyòl

## GRENN PWONMENNEN

### Men n ap vanse sou kafou tenten

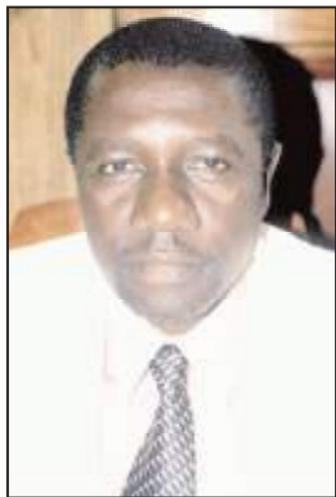
Ayiti nan gwo tèt chaje, paske gen divizyon pami mounn ki sanse ap dirije peyi a. E jan sa prale a, si pa gen chanjman byen vit, nou ka tonbe nan tchouboum. Kijan nou konprann sa, men dwat pa konn sa men gòch ap fè. Pawòl youn se pa pawòl lòt la. Palmantè ap joure prezidan Sena a an piblik, gen gwo akizasyon ki fèt. E gen pawòl ki sot nan bouch direktè jeneral Polis la ki montre ke gwo deblozay ka pete nenpòt ki lè.

Pa gen espikasyon pou sa prezidan Jovenel Moyiz (Jovenel Moïse) fè a. Vwala ke msye bay youn lòt mounn fè travay ke l te deja bay Premye minis la fè. Wi, semèn pase a, majistra lavil Okay la, Jan Gabriël Fòtine (Jean



Avèk Premye minis Sean e Gabriel Fotine sou dosye kriz la, prezidan Jovenel Moyiz nan dlo.

Gabriel Fortuné), di ke prezidan Moyiz ba l youn djòb pou l fè. Se



Prezidan Moyiz mete Gabriel Fotine nan koze kriz la, ki sa l kite pou Premye minis San

pou l pran kontak ak tout sektè ak pèsonalite kilfo pou prepare youn chita ansanm pou diskite zafè nasyon an, paske bagay yo pa ka kontinye jan sa prale a. Sèl bagay ki pa nan diskisyon an se manda 5 an prezidan an avèk PetwoKaribe. Se sa Gabriël Fòtine di. Sa se youn souflet prezidan an bay Premye minis Jan-Anri Sean (Jean-Henry Céant). Nou sonje ke apre manifestasyon 18 novanm nan tout peyi a te kanpe pou mande otorite yo espikasyon sou lajan PetwoKaribe a, prezidan

dan Moyiz te pale nan mèkredi ki te 21 novanm. Nan youn diskou byen kout, sou chèn televizyon TNH la, diran sèlman 6 minit byen konte, li pa t di plis pase sa, eksepte ke li gen youn manda 5 an, e pa gen dezòd k ap fèt diran manda l la. Epi l te di li bay Premye minis la manda pou l pale ak tout mounn ak òganizasyon kilfo pou vin gen youn chita ansanm pou n diskite pwoblèm peyi a, e ansanm pou n jwenn solisyon.

Tandiske Premye minis la fin fè plis pase 80 pou san djòb la, men prezidan an, san l pa di Mesye Sean anyen, al rele ansyen majistra Fòtine pou ba l fè menm travay la. Sa se pa sèlman youn souflet ofisyèl, men sa ka vle di tou ke djòb Premye minis la an danje, paske, pou youn rezon ou youn lòt, prezidan an pa satisfè de travay Premye minis la.

Alò nou lage nan fè rezonman, n ap mande kisa Premye minis la fè, osnon pa fè, ki pa fè prezidan an plezi. M ap raple nou ke apre prezidan Moyiz te fin pale nan mèkredi swa, Premye minis Sean te vin pale nan vandredi swa, ki te 23 novanm. Menm si yo pa t kite l pale sou televizyon Leta a, TNH, li te pale sou Facebook. Msye te pale sou tout sa li te pral antreprann pou ede peyi a soti nan sityasyon byen grav li ye a. Li te admèt ke pèp la gen rezon pou l mande sa l ap mande a. Pawòl li te itilize a se te « revandikasyon ». Wi, pèp la gen dwa revandike.

M ap fè youn ti repas sou kèk bagay Premye minis la te di nan diskou l la pou rafrechir memwa nou. Koute : « *Moman konbit la rive. Lè a rive pou n travay ansanm . . . Pwoblèm nou, nou manke tèt ansanm, inite* ». Li te bay kèk chif pou l montre ke nou pa ka rete nan kondisyon nou ye a, paske sa pral lakòz plis deblozay si anyen pa chanje. Revni youn Ayisyen nan youn lane se 765 dola. Revni youn Jamayiken pou menm ane a se 5 mil, 109 dola, 05 santim. Kanta pou Dominiken menm, se 7 mil, 52 dola, 05 santim. Sa vle di Jamayiken an gen plis pase 6 fwa lajan Ayisyen an nan youn lane. E Dominiken an gen plis pase 9 fwa sa Ayisyen an genyen. Sa se youn krim. Mwen menm ki di l.

Men pi gwo deklarasyon Premye minis la te fè : « *Se pou n jwenn lajan PetwoKaribe a* ». Pi devan nan diskou a, li te repete pawòl la ak plis fòs : « *N ap jwenn lajan PetwoKaribe a* ». Jan l di koze a, pa gen dout nan sa. San dout li konnen kote lajan an ye, menm si se pa tout. Annik gade youn chatò bò lanmè nan zòn Karyès (Carièces), se ant 8 e 9 milyon dola vèt li vo. Poze sele sou sa, paske ak salè prezidan l la, pa gen fason pou Mouche Mateli

ta ka bati youn chatò konsa. Epi a anviwon 5 a 6 kilomèt de la se pi gwo bidonvil, Kanaan, ki vin blayi bò la, apre tranbleman d tè 12 janvyè 2010 la. Ki klas konsyans mounn sa yo genyen pou y ap fè gaspiyay konsa pandan malere pa ka manje youn biskuit sèk ?

Semèn pase a, Premye minis la vin prezante sa l rele youn kontra pou n ka byen gouvènè. Bèl pawòl nan youn moman kote Ayiti sanble youn bato san gouvènè. Kontra a gen 7 pwen ladan l. Lè m te kòmanse li, pase 4, 5 pwen, kè m sote. Mwen pa t wè



Chèf Polis nasyonal la, Mikel-Anj Jedeon.

kote Premye minis la di anyen sou kòripsyon ak PetwoKaribe. Nan kè m, mwen te gen tan di, « *Apa Premye minis la bliye kesyon PetwoKaribe a !* »

Epi se lè li prèske fini, nan pwen 6 ak 7, li pral lage gwo koze a. Wi, gen kesyon « *PetwoKaribe, batay kont kòripsyon ak enpinite* », sètadi li pa nan okenn kase fèy kouvri sa pou pèsonn. Men tou li vini ak youn kesyon de « *Reflexion de plusieurs juristes pour dégager un point de vue commun sur le dossier Petro-Caribe* ».

Bon, m te kwè nou deja gen 2 rapò Sena a sou kesyon an ! Se manti senatè yo bay. Poukisa pou n depanse plis lajan toujou. Mwa janvyè se nan 3 semèn ! M te kwè la *Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif* (CSC/CA) deja di y ap bay rapò pa yo sou PetwoKaribe a nan mwa janvyè a ? Kivedi ni Sena ni CSC/CA se youn bann voryen. Nou pa ka fè yo konfyans.

Èske gwoup « *Reflexion* » sa a se pa youn fason pou « *l'enquête se poursuit* », osnon « *l'angêt se boul suif* », menm jan Mesye Sean te di pi devan lè l te pral monte youn komisyon avèk gwoup nan sosyete sivil la pou yo reflechi tou sou tout aspè PetwoKaribe a ? Kanmenm, pawòl PetwoKaribe a toujou nan bouch Premye minis la, menm lè prezidan Moyiz, li menm, li pa dakò



Premye minis Jan Anri Sean pa konn ki kotè l ye, paske Gabriel Fotine se youn brig-an.

ak sa. Avoka Andre Michèl gen rezon lè l di : « *Vòlè pa ka jije vòlè* ». E l mete prezidan an pami vòlè yo.

Antouka, mwen kwè ke se pawòl PetwoKaribe a ki lakòz tout dezagremant ant 2 mesye sa yo ki fòme pouvwa egzekitif la. Premye minis la kole sou pawòl PetwoKaribe a, menm lè l lage moso bay prezidan an avèk

gwoup « *Refleksyon an* ». Men wi, pandan y ap reflechi, y ap fè lasisin ak kesyon an. Sa pa di yo anyen si yo manje lajan Leta a mal. Enbesil ki bay, sòt ki pa pran. Kanta pou nou, nou p ap pran nan pèlen sa a. Vole ponpe, fòk pwosè PetwoKaribe a fèt jan sa dwa. Fòk nou jwenn lajan an, egzakteman jan Premye minis la di l la. Fò l sispan danse 2 bò avè n. Li pa koutou fanmasi !

Okontrè, ni prezidan Moyiz, ni Premye minis Sean, youn ou tou lè 2 alafwa ta ka konvèti epi konfese peche yo, di sa yo te fè ki mal ak lajan PetwoKaribe a. Yo ka di ki valè nan lajan PetwoKaribe a ki te pase nan men yo, esplike sa k deja depanse jan sa dwa, epi renmèt rès la, mete l nan Trezò piblik la. Lè sa a yo t ap gen plis fòs, e plis konviksyon tou, pou mache pran gwo aloufa yo ki te dechèpiye manman lajan PetwoKaribe a. Mwen pa mande pou yo peye m pou konsiltasyon an !

Se pa sèlman onivo Egzekitif la ke gen chire pit. Lè w pase bò Palman an sa pi rès toujou. Mwen wè lèt ke youn gwoup palmantè ekri prezidan Sena a, Jozèf Lanbè (Joseph Lambert) nan dat 6 janvyè. Se youn gwoup depite ki di yo sezi wè kijan prezidan Sena a ap avili palmantè ki nan opozisyon yo, an patikilye depite Belizè Prentan (Bélizaire Printemps). Depite yo met kont pawòl deyò pou sal senatè Lanbè. Konsa, li pa ka pran pòz l ap bay lòt mounn leson. Yo poze senatè sa a youn bann kesyon ki gen pou wè ak pakèt lajan li t ap fè gouvènman peye pou kay li nan Pòto-



Polisyè Joslen Chal, ke yo te asasinè nan Miragwan epi boule kadav li.

prens. Kantite milye dola li te fè youn ajans Leta bay pitit gason l pou youn biznis. Yo menm nonmen non senatè a nan biznis dwòg.

Men sa yo repwoche senatè Lanbè. Yo di pandan youn sesyon nan Sena a nan dat 4 desanm avèk Konsèy siperyè Polis nasyonal la (CSPN an franse), sou kesyon ensèkirite a, Lanbè te di se depite Belizè Prentan ki te sove avèk Anèl nan vwati l ki te gen plak ofisyèl pou anpeche Lapolis arete l, paske yo t ap cache msye. Depite yo di sa kontrè ak rapò CSPN ki di te gen 2 vwati ofisyèl gouvènman an e yo bay plak yo. Se yo ki te nan fè Anèl sove. Okontrè, youn nan machin yo se vwati ki pou ministè Afè etranjè. Èske n tandè koze ? Se chak jou pawòl ap soti pou montre ke gwo ofisyèl nan gouvènman an nan konfyolo avèk mesye gang yo. Antouka, bagay la tèlman fè depite yo fache, yo bay senatè Lanbè youn ultimatom. N ap bay li an franse jan yo bay li a : « *. . . les députés signataires de la présente, indignés au plus profond de leur être, vous demandent péremptoirement, de prendre toutes les dispositions nécessaires pour présenter sans délai des excuses publiques au Député Bélizaire PRINTEMPS et à la Chambre des députés. Dans le cas con-*

traire, vous ne pourrez présider aucune séance en Assemblée nationale. En fait, toutes vos accusations fantaisistes ne sont que du *'pipi chat'*. (ainsi souligné).

« *Suivent les signataires : Joseph Manès LOUIS, député de Cabaret; Roger MILLIEN, député de la première circonscription de Port-au-Prince; Jean Robert BOSSE, député d'Aquin; Ber-*



Polisyè Dimon Dirozze to te touye epi brile l La Saline.

trand SINAL, député de Port-Salut; Raynal EXANTUS, député de l'Estère; Bélizaire PRINTEMPS, député de la troisième circonscription de Port-au-Prince ».

Men koze a. Sena ak Chanm depite yo fèt pou reini ansanm premye lendi mwa janvyè a, sètadi le 7 janvyè k ap vini an. Èske Mesye Lanbè pral prezante eskiz, jan depite yo mande a ? Si l pa fè sa, sa k pral pase le 7 janvyè ? N ap founi je gade. Men n ap dakò avè m ke se youn lòt sityasyon ki montre peyi ap mache byen dwat sou kafou tenten.

Gen youn lòt bagay ki pase semèn pase a ki montre kijan bagay yo malouk. Jedi pase yo t ap fè lantèman 2 polisyè ke bandi te krabinen anba kout zam, yo te menm boule yo. Direktè jeneral Lapolis, Michel-Anj Jedeon (Michel-Ange Gédéon) te fache fo pa plis pandan li t ap bay diskou fineray la. Li te kòmanse diskou l la ap salye tout ofisyèl ak pèsonaj enpòtan ki te la, an premye minis Lajistis la ki, selon jan sa ye, se li menm ki anchaj Lapolis.

Se ak anpil emosyon, direktè Jedeon te pale. Nou p ap kab bay tout diskou a fwa sa a. Mwen pwomèt pou m bay tout semèn pwochèn. Men m te vle bay ti moso pou n ka wè sa m ap di a. Divizyon an tou patou. Ann li sa : « *Kote bandi yo jwenn zam yo genyen yo ? Kote yo jwenn minisyon ? Se paske gen konplisite lòt mounn. Lè m arete yo, Nèg gwo levit debake nan komisarya vin lage yo, pran zam yo. M ap kòde, y ap dekòde* ».

Li mande polisyè yo pou yo « *met gason sou nou, met fanm sou nou, mare ren nou, . . . Nou pral met lòd pou polisyè sispanmouri* ». Epi li voye youn avètisman alawonnbadè : « *N ap suiv misyon Konstisyon an ban nou. Nou p ap fè politik. Lapolis tèt dwat. Lapolis p ap adwat, Lapolis p ap agòch* ». Pou 2 polisyè yo ke yo t ap voye ale pou letènite, Dimon Dirozze (Dumont Durosier), youn CIMO, ak Joslen Chal (Jocelin Charles), youn polisyè li te gen privilèj rankontre pandan li te an vizit Jeremi, li mande pou polisyè mare senti yo pou yo dechouke bandi.

Sa se gwo koze. Chèf Polis la lonje dwèt sou anpil mounn, sitou mesye gwo levit yo ki bay bandi yo zam ak minisyon pou touye mounn, fè video pou mete sou WhatsApp ak sou lòt rezo sosyo. Sa se twòp atò ! Fòk sa chanje !

**Grenn Pwonmennen**  
**12 desanm 2018**

#### APARTEMENT À LOUER/ APARTMENT FOR RENT

3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: \$1,500.00 negotiable.

Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.

# CHRONIQUE DES INVITÉS/GUEST COLUMN

## E-verify: An immigration policy conservatives and liberals can get behind

By Stacy Washington \*

Is there any way to break the policy logjam on immigration? Most Republicans favor tougher border security measures, while Democrats tend to support a path to citizenship for illegal immigrants. Many progressives, aghast at the separation of parents and children at the border, even want to "abolish ICE" — the Immigration and Customs Enforcement agency.

But conservatives and liberals do agree on one thing: The need to crack down on unscrupulous business owners who hire and exploit illegal immigrants. Fifty-six percent of Democrats, 67 percent of Independents, and 81 percent of Republicans support fining such employers, according to a recent poll from NPR-Ipsos.

There's already a free online system designed to prevent busi-

nesses from hiring illegal workers: It's called "E-Verify." Making it mandatory for all employers would humanely deter people from illegally coming to America in search of work, without the



Stacy Washington

need for a border wall or family separations.

E-Verify is easy to use. Employers simply plug in a new hire's name, date of birth, and Social Security number. The sys-

tem checks that data against records held by the Social Security Administration and Department of Homeland Security and determines if the person is authorized to work in the United States.

About a quarter of a million businesses already use E-Verify. And some states — including Alabama, Mississippi, South Carolina, and Arizona — require all private and government employers to use E-Verify on prospective employees.

Mandatory E-Verify could dramatically curb illegal immigration. In 2016, economists at the Federal Reserve Bank of Dallas and Agnes Scott College analyzed several state-level E-Verify mandates. The study suggested that "having an E-Verify law reduces the number of less-educated prime-age immigrants from Mexico and Central America — immigrants who are likely to be unauthorized — liv-

ing in a state."

By shutting off the jobs magnet that attracts illegal workers, E-Verify would boost the pay of less-skilled Americans and legal immigrants.

The House of Representatives was poised to consider an E-Verify bill this summer. But agricultural corporations' lobbyists on Capitol Hill distorted the legislation by adding provisions that would massively expand guest-worker programs. Bringing in millions more unskilled workers would cancel out the wage gains American workers would enjoy under a mandatory E-Verify system.

The economy isn't as strong as it appears. Although the official unemployment rate is hovering around 4 percent, that figure doesn't include people who want full-time jobs but can only find part-time work. Nor does it factor in people who have become so

discouraged that they've given up looking for jobs. If the government counted those folks, the unemployment rate would be about 8 percent.

In other words, roughly 13 million Americans still can't find full-time work, in part because employers have chosen to hire illegal laborers who accept lower wages.

Universal E-Verify would make it much easier to identify and prosecute businesses abusing immigration laws. It's the cheapest and most effective way to hold corporations accountable and open up job opportunities for Americans and legal immigrants.

• Stacy Washington is a decorated Air Force Veteran, an Emmy nominated TV personality, and the host of the nationally syndicated radio program "Stacy on the Right." This piece originally ran in Newsweek.

## NOUVELLES BRÈVES

Suite à quatre weekends de manifestations, pour la plupart violentes, en France, sous l'impulsion des « gilets jaunes », le président Emmanuel Macron s'est adressé à la nation, le lundi 10 décembre, dans un discours de 13 minutes, admettant qu'il n'avait pas prêté attention au tout début des manifestations, mais que son gouvernement prendrait des mesures pour soulager le sort des plus démunis de la société.



Le président américain Donald J. Trump.

Déclarant qu'il existe un « état social et économique d'urgence », le président promet de réduire les taxes pour les plus démunis et suspendre l'augmentation des impositions pour les retraités. Le salaire minimum subira une augmentation de 100 euros par mois, équivalent à 114 dollars U.S., à partir du 1er janvier 2019.

Les manifestations des « gilets jaunes », qui ont débuté le 17 novembre dernier, visaient l'annulation de l'augmentation qu'avait annoncée le gouvernement sur les produits pétroliers. Bien qu'une semaine plus tôt le Premier ministre Edouard Philippe ait mentionné l'annulation de la hausse sur la gazoline et autres produits pétroliers, le mouvement avait déjà ajouté d'autres revendications, savoir les avantages accordés aux riches par le gouvernement, et la paupérisation des masses.

Comme en Haïti, les autorités n'entendent raison à moins qu'elles soient menacées par la

violence. Et pas n'importe quelle violence, mais celle de grande intensité, tel que constaté en France, ces jours-ci, aussi bien qu'en Haïti, les 6, 7 et 8 juillet derniers. Est-ce dire que les Haïtiens devront tourner le dos aux manifestations pacifiques, comme celles des 17 octobre et 18 novembre, pour porter le gouvernement haïtien à répondre positivement à leurs doléances exigeant reddition de compte dans la dilapidation du fonds PetroCaribe ?

Que le gouvernement ne s'y méprenne, en croyant qu'il aura gain de cause par la force meurtrière de ses agents recrutés à l'étranger pour massacrer les filles et fils du peuple. Le weekend écoulé, avant le discours du président Macron, lundi dernier, appelant à la réconciliation des Français, le gouvernement avait déployé quelque 90 000 policiers à travers les plus grandes villes de France, qui avaient effectué 1 000 arrestations parmi les manifestants.



Le Premier ministre français Edouard Philippe.

\*Concernant la crise en France, le titulaire français des Affaires étrangères s'en prend au président Donald Trump. Le ministre Jean-Yves Le Drian a répondu, dimanche, à un tweet émis samedi par le président américain, selon lequel les Français se révoltent contre l'accord sur l'environnement prôné par le président Macron, mais fortement critiqué par le président Trump, ajoutant que les manifestants citaient son nom. Il a ajouté que « L'accord de Paris ne fait rien de bon pour Paris. Les gens n'entendent pas payer des som-

mes extravagantes, de surcroît aux pays du tiers monde, ... pour soi-disant protéger l'environnement ».

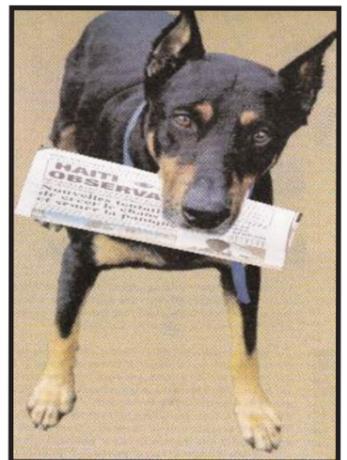
M. Le Drian de rétorquer : « Les manifestants n'ont pas protesté en anglais » et n'ont cité aucun nom. Au cours d'une entrevue radiophonique sur RTL, il



Le président de la République française Emmanuel Macron.

ajouta : « Nous ne nous immisçons pas dans la politique interne de l'Amérique, et nous voudrions qu'il y ait réciprocité ». De plus, avance M. Le Drian : « Le président Macron avait déjà dit au président américain de ne pas se mêler de politique en France ».

\*Le bureau de communication de la Première dame d'Haïti a démenti, dimanche 9 décembre, l'information relative à sa participation, en France, à la signature d'un contrat avec la firme allemande Dermalog. Par contre, sur les réseaux sociaux, des photos de Mme Martine Moïse, en compagnie de certains « Blancs » à Cannes,



dit-on, sont en circulation.

Le sénateur Youri Latortue, de la Commission éthique et anti-corruption du Sénat, affirme que USD 8,2 millions \$ ont été versés comme avance à la firme Dermalog sur un contrat totalisant USD 27 millions \$. Ce contrat a été signé dans l'opacité totale, selon une information diffusée, mardi, 11 décembre, par Nelson Augustin sur le blog VBI.

Il faut souhaiter que soit donnée une explication claire de ce qui s'est passé. Car, la première dame aurait reçu une ristourne. D'ailleurs c'est ce qui l'avait intéressée à faire le voyage en France. Et l'on se demande pourquoi pas en Allemagne, puisqu'il s'agit



Le ministre français des Affaires étrangères Jean Yves Le Drian.

d'une firme allemande. Ou bien, pourquoi pas à Port-au-Prince, selon les normes établies ? (Voir l'Editorial à la page 10).

Pierre Quiroule II  
12 décembre 2018

### BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE  
By Owner  
In the commune of Kenscoff/Furcy  
Contact:  
<info@thelodgeinhaiti.com>  
509-3458-5968 or 509-3458-105

### DR. KESLER DALMACY

Board Certified  
& Award  
Winning  
Doctor



Cabinet Medical  
Lundi – Samedi: 11 AM – 7 PM

Examen Physique sur écoliers  
Traitements pour douleurs,  
Fièvre  
Immigration  
Planning familial  
Infection

Tumeur  
Hernie  
Circoncision  
Tests de sang et de  
grossesse  
Grippe

♦ MÉDECINE CHIRURGIE ♦  
Prix Abordable

TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

## Queens Village Primary Medical Care

### Doctor on the go!

*We come to you*



We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.



We offer the following comprehensive services:

- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

#### **DOCTOR ON THE GO**

To schedule a home visit

Call us at 347-952-4417

Or visit us at

[www.doctoronthe.go.com](http://www.doctoronthe.go.com)

#### **Queens Village Primary medical Care**

92-04 Springfield Blvd

Queens Village, NY

Phone: 718-465-3040 Fax: 718-464-9063

Email: [info@queensvillagemedicalcare.com](mailto:info@queensvillagemedicalcare.com)

**Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG**

**American Board of Internal Medicine**

**Certification in Geriatrics**



# HAITI



*Lè manke gid, pèp la gaye!*

# OBSERVATEUR

[WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA](http://WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA)



# OU MERITE SWEN SANTE KI PA CHÈ

Jwenn bon plan sante ak asistans finansye  
ou bezwen jodi a!

ENSKRI NAN DAT 15 DESANM POU PITA  
POU KOUVÈTI 1E JANVYE A

-  Rele: 1-855-355-5777
-  Vizite: [nystateofhealth.ny.gov](http://nystateofhealth.ny.gov)
-  Asistans an pèsòn disponib nan lang ou



## ÉDITORIAL



# Avec Jovenel Moïse au Palais national, la dépossession du pays continue avec plus d'acharnement

**D**epuis l'éclatement du méga scandale financier orchestré sur le fonds PetroCaribe, de nouveaux esclandres s'annoncent à longueur de semaine, mettant Jovenel Moïse en compétition avec son prédécesseur, eu égard au pillage de la caisse publique. Non seulement la conspiration exécutif-parlementaire pour détrousser la nation continue, elle se renforce sans ménagement ni retenue, la famille présidentielle se jetant à bras raccourcis sur les ressources de l'État, inscrivant la première dame au nombre des principaux acteurs dans le détournement de fonds publics.

Sous les deux administrations qui ont dirigé le pays, avec la présidence de Michel Martelly, c'est-à-dire les gouvernements Martelly-Lamothe et Martelly-Paul, les critiques ne finissaient pas de dénoncer la première dame Sophia Martelly, qui utilisait des programmes sociaux qu'elle avait initiés pour s'octroyer de juteuses ristournes; ou bien pour détourner une partie du budget des ministères pour grossir ses comptes en banque. Avec Jovenel Moïse au pouvoir, Martine Marie Etienne Moïse s'approvisionne en millions à toutes les institutions de l'État. Car faute du compte PetroCaribe, qui servait de tirelire à Michel Martelly et à ses alliés, *Nèg Bannann nan* a décidé de faire des ponctions sur les ressources allouées aux différentes administrations, en vue de s'enrichir avec sa famille et ses proches collaborateurs. Non content d'avoir puisé au fonds de l'Office National des assurances, une agence de sécurité sociale, pour financer ses projets vedettes, notamment sa « *Caravane du changement* », et d'occasionner des déficits budgétaires au détriment des cabinets ministériels, le président haïtien a fait de la première dame partie prenante de la vaste conspiration de vol orchestré contre le pays.

En effet, le couple présidentiel, qui a succédé aux Martelly, est arrivé au pouvoir avec l'intention bien arrêtée de s'enrichir contre vents et marées. Aussi, Jovenel Moïse a-t-il mis son épouse en position de saisir toutes les occasions de battre monnaie dans l'administration publique, sans tenir compte du respect de la loi ou de l'observance des normes établies. D'un scandale à l'autre, la première dame ramasse les millions à la pelle. Tard venus sur la scène politique, pratiquement à la fin de la valse des millions générés par la vente des produits pétroliers vénézuéliens, les Moïse se sont donné d'autres moyens de grossir leurs comptes en résidence dans des banques étrangères.

Le dernier scandale auquel est mêlée Martine Moïse porte sur l'affaire de la compagnie allemande Dermalog engagée pour la production des cartes numériques d'identité. Le directeur de l'ONI a révélé, lors de sa convocation au Sénat, que Martine Moïse faisait partie d'une délégation qui s'était rendue en

France, dans le cadre d'une rencontre avec cette compagnie. Le contrat a été signé illégalement, car la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA) n'avait pas donné son aval. Mais les autorités gouvernementales ont quand même signé l'accord. Pourquoi la première dame avait-elle intégré la délégation, qui était partie à la recherche de cette compagnie allemande en France? Dans les milieux proches de la présidence, on laisse croire que la première dame a pris part à cette délégation parce qu'il était question de négocier une « *ristourne* ». Bien que rien n'ait transpiré en ce qui a trait au montant en question, on sait que depuis quelque temps, les pots de vin s'expriment en termes de millions de dollars.

Au cours de cette semaine encore, le nom de la première dame est cité parmi les personnes ayant bénéficié de prêts de l'ONA. Lors d'une intervention à la radio, l'autre semaine, Chesnel Pierre, directeur général de cette institution, a dénoncé la déprédation du fonds de pension de l'ONA durant les vingt mois de Jovenel Moïse au pouvoir. Selon lui, ce dernier a demandé que des centaines de millions de gourdes soient versées sous forme de « *prêts* » à des hommes et femmes au pouvoir ou bien liés au pouvoir. M. Pierre a surtout attiré l'attention sur la forte somme d'argent accordée à la première dame dans ce contexte.

Martine Moïse est, par ailleurs, critiquée d'utiliser des fonds libérés par le Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD) pour réaliser des millions qui sont déposés dans des banques d'outre-mer. Supplantant les compagnies importatrices de produits pétroliers, la première dame fait verser aux propriétaires du bateau transporteur du brut, par le BMPAD, une partie de la facture dont le profit sur le produit lui est versé. Cela signifie que l'État finance l'achat dont elle bénéficie, carrément en compétition avec les distributeurs reconnus et attitrés.

Cet instinct prédateur de Mme Moïse s'est manifesté tout au début, dans l'affaire des « *kits scolaires* », comme cela était dénoncé alors, un scandale qui coûta son poste au ministre du Travail et des Affaires sociales. Il s'agissait, on s'en souvient, de troussees scolaires surfacturées à USD 36 \$ l'unité, alors que le prix réel était de USD 3 \$ l'unité. Les caisses de l'État ont fait les frais de ce premier scandale de surfacturation connu auquel avaient trempé, non seulement le ministre Roosevelt Bellevue, en tant que titulaire de ce ministère, mais encore et surtout le ministre de l'Economie et des Finances, ainsi que des cadres du ministère du Plan et de la Coopération externe (MPCE). Car Aviol Fleurant, le ministre du MPCE, de concert avec la présidence, avait concocté cette conspiration en vue de détourner les premiers millions au bénéfice de la première dame. Initialement ne voulant

pas se laisser traîner dans la boue docilement, le ministre Bellevue s'était avisé de dénoncer M. Fleurant. Mais, menacé d'emprisonnement et de pires conséquences, il avait fini par se taire. Malgré tout le tollé provoqué par ce premier scandale auquel a été associée Martine Marie Etienne Moïse, l'enquête promise par l'ex-Premier ministre Jack Guy Lafontant, « *pour établir les responsabilités* », est reléguée aux oubliettes; l'affaire a fini par être classée. Une fois calmée la tempête, Roosevelt Bellevue fut nommé à un poste diplomatique qui exigeait sa présence en Europe assez souvent. Point barre!

Comme il est constaté, l'affaire des « *kits scolaires* » était la première manifestation de la voracité de la famille présidentielle prédatrice arrivée au Palais national avec le projet

d'accumuler millions sur millions, à brève échéance, se jetant à bras raccourcis sur les caisses de l'État. Cette première expérience ayant parfaitement réussi, et le peuple chloroformé encaissant les dérives du président Moïse sans rouspéter, celui-ci et son équipe ont trouvé un terrain favorable pour mener à bien leur conspiration d'enrichissement illicite.

Avec de tels résultats, *Nèg Bannann nan* n'a aucune raison d'arrêter de multiplier les millions pour lui et sa famille. Jusqu'à ce que le peuple se mobilise pour demander des comptes. Décidément, la nation va se rendre compte qu'il y a plus que les fonds PetroCaribe à faire objet de ses demandes de reddition de comptes. Surtout quand des rumeurs font état d'une somme de USD 4 milliards \$ détournés des caisses publiques, au cours des dix dernières années.

## HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur  
P.O. Box 356237  
Briarwood, NY  
11435-6235 Tél.  
(718) 812-2820

### SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

#### Haïti

Haïti-Observateur  
98, Avenue John Brown, 3ème étage  
Port au Prince, Haïti  
Tél: (509) 223-0782 ou  
(509) 223-0785

#### CANADA

Haïti-Observateur  
Gérard Louis Jacques  
514-321-6434  
12 Haïti (St. Catharines)  
12213 Joseph Cassavani  
Martel HUNTER

#### EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:  
Jean Claude Vachon  
13 K Avenue Haldimand, Rt. St. Laurent 44  
98310 de l'Île St. Germain France  
Tel: (33-1) 49-63-26-10

#### ÉTAT-UNIS

1ère classe  
 48.00 \$ US, pour six (6) mois  
 90.00 \$ US, pour un (1) an

#### AFRIQUE ET ASIE

550.00 FF, pour six (6) mois  
 1000.00 FF, pour un (1) an

#### CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe  
 \$70.00 US, pour six (6) mois  
 \$140.00 US, pour un (1) an

#### EUROPE

70 EURO, pour six (6) mois  
 125 EURO, pour un (1) an  
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom \_\_\_\_\_

Company/Compagnie \_\_\_\_\_

Address/Adresse \_\_\_\_\_

City/ville \_\_\_\_\_

State/État \_\_\_\_\_

Zip Code/Code Régional \_\_\_\_\_

Country/Pays \_\_\_\_\_

Les autres abonnements sont possibles d'avance par chèque ou mandat bancaire

# EDITORIAL



## With Jovenel Moïse at the National Palace, the country continues to whittle away at full speed

Since the outbreak of the mega financial scandal of the PetroCaribe Fund, new incidents have popped up almost weekly, showing that Jovenel Moïse is competing with his predecessor in the looting of the Public Treasury. The conspiracy of the Executive, in cahoots with the Parliamentarian branch, to rob the nation continues at full speed. Without restraint, the presidential family, including the First Lady, is among those who misappropriate public funds.

Under Michel Martelly's presidency, two administrations — the Martelly-Lamothe and the Martelly-Paul —, First Lady Sophia was denounced for using so-called social programs to give herself lucrative discounts. She diverted part of the budget of certain ministries to fatten her bank accounts. Now that Jovenel Moïse is in power, Martine Marie Etienne Moïse has gotten millions of dollars from state institutions. As it was, the PetroCaribe Fund was a sort of piggy bank for Michel Martelly and his allies. Now that it is completely depleted, *The Banana Man* has turned to resources allocated to various ministries to enrich himself, his family and close collaborators. First, he drew money from the National Insurance Office (French acronym ONA), a social security-like fund, to finance his flagship projects, notably his so-called "Caravan of Change." Then he siphoned off from the budget of certain ministries, causing deficits at some of them. In the process, the First Lady became part of the vast conspiracy orchestrated against the country.

Indeed, the presidential couple that succeeded the Martellys assumed power with the deliberate intention to get rich at all cost. As a result, President Moïse placed his wife in a position to seize every opportunity to grab as much as she could from the Public Treasury. Damn the law and established standards! From one scandal to another, the First Lady has collected millions by the bucket. Coming rather late into the political arena, almost at the end of the waltz of millions generated by the sale of Venezuelan petroleum products on the local market, the Moïses found other avenues to fatten their accounts in foreign banks.

The latest scandal involving Martine Moïse concerns the case of the German company Dermalog, which has been contracted to make digital identity cards. The Director of the National Office of Identification (French acronym ONI) was called on the carpet by the Senate on that issue. Whereupon, he revealed that Martine Moïse was part of a delegation that had travelled to France to meet with the company.

As it is, the contract was signed illegally because the Superior Court of Accounts and Administrative Disputes (French acronym CSC/CA) had not given its approval.

Nonetheless, the officials of the government signed the agreement anyway. One wonders why did the First Lady join the delegation, which went on the search of a German company in France? It's suggested in circles close to the presidency that the First Lady had joined the team because there was negotiation about a "discount." Although nothing has transpired about the amount in question, it's well-known that in these cases, bribes often run into millions of dollars.

Again, this week, the name of the First Lady is mentioned among people who have obtained loans from ONA. In a radio interview last week, Chesnel Pierre, ONA's director general, denounced the looting of the ONA pension fund during the 20 months that Jovenel Moïse has been in power. Mr. Pierre asserts that the president asked that hundreds of millions of gourdes (local currency) be granted as "loans" to people of both sexes in power or closely linked to power. In particular, Mr. Pierre drew attention to large sums given to the First Lady.

Martine Moïse is also criticized for using funds released by the Bureau of Monetization for Programs of Aid to Development (French acronym BMPAD). Instead of programs of aid, all the millions have landed in overseas bank accounts. Regarding fuel-importing companies, the First Lady requires that owners of the vessels transporting crude fuel be paid in part by BMPAD. Meanwhile, a portion of the invoice for the proceeds is paid to her. This means that the State partially finances the purchase of fuel to allow the First Lady to benefit from the transaction, in direct competition with the authorized distributors.

Mrs. Moïse's predatory instinct came to light in the very beginning. There was the "School kits" scandal which cost the Minister of Labor and Social Affairs his post. It was discovered that the kits were overbilled, whereby the unit costing \$3.00 came to \$36.00. This was the first known overbilling under President Moïse, to the detriment of State coffers. Being in charge of the Social Affairs Ministry, Roosevelt Bellevue was targeted in the deal. But others were also involved, such as the Minister of the Economy and Finance, as well as the executives of the Ministry of Planning and External Cooperation (French acronym MPCE). It turns out that Aviol Fleurant, the MPCE Minister, in cahoots with the Presidency, had concocted the conspiracy to divert the first batch of millions to the First Lady. Initially, Mr. Bellevue, not wanting his name dragged in the mud, was about to denounce Mr. Fleurant. However, threatened with imprisonment and worse consequences, he finally shut up. Here, Martine Marie Etienne Moïse was involved in the administration's first major scandal. Then Prime Minister Jack Guy Lafontant promised an

investigation "to establish responsibilities." However, there was no investigation and the case finally was closed. After the storm had subsided, Roosevelt Bellevue was assigned a diplomatic post which required him to travel often to Europe. Period!

Obviously, the "School kits" affair was the first manifestation of the voracity of the predatory presidential family that arrived at the National Palace. Unquestionably, their plan was above all the accumulation of millions in record time at the expense of State coffers. Considering that this first experiment was fully successful, and the people being chloroformed to the point of accept-

ing all kinds of abuses without grumbling, Jovenel Moïse and his team found a favorable ground to execute their conspiracy of illicit enrichment.

Consequently, *The Banana Man* has no reason to stop grabbing millions for himself and his family. And it will remain so, until the people are fully mobilized to demand accountability. Eventually, the nation will realize that there's more to its demands for accountability regarding funds from PetroCaribe. Especially since it's being rumored that over the past decade as much as \$4 billion has been diverted from the Public Treasury.

**HAITI**  *Le monde est, par la suite*  
**OBSERVATEUR**

*Haïti-*  
**Observateur**  
P.O. Box 356237  
Briarwood, NY  
11435-6235  
Tél. (718) 812-2820

### SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

#### Haïti

Haïti-Observateur  
98, Avenue John Brown, 3ème étage  
Port-au-prince, Haïti  
Tél. (509) 223-0782 ou  
(509) 223-0785

#### CANADA

Haïti-Observateur  
Gerard Louis Jacques  
514 321-6434  
12 Haïti OB Canada  
12213 Joseph Cassavant  
Montreal H3M2C7

#### EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:  
Jean-Claude Valbrun  
13 K Avenue Faucherbe, Bt Bt Apt. 44  
93310 Le Pré St. Gervais France  
Tél. (33-1) 43-63-28-10

#### ÉTAT-UNIS

1ère classe  
 48.00 \$ US, pour six (6) mois  
 90.00 \$ US, pour un (1) an

#### AFRIQUE ET ASIE

553.00 FF, pour six (6) mois  
 1005.00 FF, pour un (1) an

#### CARAÏBE ET AMÉRIQUE

#### LATINE

1ère classe  
 \$73.00 US, pour six (6) mois  
 \$160.00 US, pour un (1) an

#### EUROPE

73 EUROS, pour six (6) mois  
 125 EUROS, pour un (1) an  
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom \_\_\_\_\_  
Company/Compagnie \_\_\_\_\_  
Address/Adresse \_\_\_\_\_  
City/Ville \_\_\_\_\_ State/État \_\_\_\_\_  
Zip Code/Code Régional \_\_\_\_\_ Country/Pays \_\_\_\_\_

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

## SUR FOND DE CORRUPTION ET DE CRISE SOCIO-ÉCONOMIQUE

### La Commission épiscopale d'Haïti et les Jésuites d'Haïti rompent leur silence

Le message traditionnel de Noël de la Conférence épiscopale d'Haïti est lancé tôt cette année. Non seulement il s'adresse aux maux et conflits qui divisent les citoyens et minent le pays, il s'adresse de manière opportune à la crise occasionnée par la dilapidation du fonds PetroCaribe. De leur côté, les Jésuites n'ont pas raté l'occasion de faire entendre leur voix, dans ce contexte délétère où les dirigeants du pays agissent comme s'ils perdent le nord, refusant d'entendre les revendications du peuple mobilisés comme un seul homme pour exiger la reddition du compte PetroCaribe. Nous jugeons ces deux interventions opportunes. C'est pourquoi nous proposons leur lecture à nos lecteurs en les publiant ensemble.

## Positionnement des jésuites d'Haïti face à la conjoncture sociopolitique actuelle du pays

Depuis tantôt 5 mois, notre pays vit une succession d'événements douloureux qui indiquent une profonde crise sociétale. Cette dernière affecte tous les secteurs de la société et menace de sombrer les fondements même de la nation. Les conséquences risquent d'être catastrophiques et irréversibles sans une profonde prise de conscience collective et une intervention déterminée des différents acteurs en vue d'apporter des solutions urgentes et durables. Nous nous trouvons donc aujourd'hui à un véritable carrefour dans notre histoire de peuple.

#### • Quelques indicateurs de la crise

Les manifestations de la crise sont nombreuses :

#### • Sur le plan social

Le problème du sous-emploi et

du chômage de masse affectant plus de 60 % de la population économiquement active, ajoutés à l'inflation galopante (14,1 % annuel) contribue à la paupérisation croissante de larges secteurs de la société. Plus de 25 % de la population totale vivent dans la pauvreté extrême. La petite classe moyenne s'appauvrit chaque jour davantage. Cette pauvreté généralisée entraîne comme conséquences: l'extension du phénomène de la mendicité, la délinquance, l'exode des jeunes vers l'étranger (plus de 12 % de la population totale vit en dehors du pays), l'augmentation de la prostitution sous diverses formes, le banditisme comme mode de vie, la multiplication des gangs armés, les familles disloquées. L'espace urbain est totalement éclaté, à cause de l'augmentation de la population, l'exode rural et l'absence totale d'une politique publique d'aménagement du territoire. Nos cités se bidonvillisent

de plus en plus et confrontent de graves problèmes tels que l'insécurité sous toutes ses formes, l'absence de services publics et de loisirs, etc.

#### • Sur le plan économique

Le déséquilibre chronique de la balance commerciale et le financement des déficits publics par la Banque Centrale (le Banque de la République d'Haïti) etc., entraînent une nette et constante dévaluation de la monnaie nationale (la gourde) et l'inflation. La production nationale est à son plus bas niveau et le volume de nos exportations a nettement chuté ces dernières années. L'économie haïtienne est essentiellement une économie de rente, axée principalement sur l'importation. Le circuit financier et l'activité économique en général, spécialement les secteurs secondaire et tertiaire, sont prisonniers d'une petite élite monopoliste, opposée

à toute émergence d'une nouvelle classe d'entrepreneurs locaux. Cette élite toute puissante ne s'identifie guère à la majorité de la population; rodée aux pratiques de corruption et dépourvue de tout sentiment nationaliste, elle investit très peu dans le pays. Bref nous nous trouvons en face d'une économie quasi asphyxiée, incapable de créer de l'emploi et bénéficiant à une infime partie de la population.

#### • Sur le plan politique

L'Etat haïtien confronte une grave crise de gouvernance. Il est essentiellement un Etat failli, rongé par la corruption, prisonnier de la petite élite économique et s'appuie, dans plusieurs cas, sur le banditisme organisé pour gouverner. Le Gouvernement actuel est incompetent et se retrouve totalement dépassé par les événements. Le Parlement se convertit en un haut lieu de

marchandage économique, de refuge pour des individus à moralité douteuse. Son action témoigne d'une totale dérive par rapport à la volonté manifeste des Constituants de 1987 de lui accorder des facultés spéciales afin de limiter le pouvoir présidentiel, après 29 années de dictature féroce des Duvalier. La Constitution de 1987 devient de plus en plus une source de problème et d'instabilité politique. Par ailleurs, nous assistons impuissants au phénomène de « balkanisation » du territoire national sur lequel l'Etat perd progressivement le contrôle. Les élections se réalisent sur une base d'argent et de négociations avec les chefs de gang. Le système judiciaire et pénitentiaire s'est effondré et l'appareil de justice devient totalement obsolète et dysfonctionnel. Dans le contexte politique haïtien, les concepts d'Etat de droit et de démocratie, relèvent

Suite en page 13

## Message de Noël 2018 de la Conférence épiscopale d'Haïti aux : prêtres, religieux, religieuses, fidèles laïcs, hommes et femmes de bonne volonté.

« Quand vint la plénitude du temps, Dieu envoya son Fils, né d'une femme, né sujet de la Loi, afin de racheter les sujets de la Loi, afin de nous conférer l'adoption filiale » (Galates 4, 4-5).

1. C'est avec ces mots de grande portée et de large ouverture que Saint Paul, dans la Lettre aux Galates, décrit l'intervention salvifique de Dieu en faveur de l'humanité. Saint Jean, pour sa part, dépeint le mode de cette intervention divine par une expression concise et très imagée: « Il a

dressé sa tente parmi nous » (Jean 1, 14).

2. A l'homme incapable de se racheter, le Fils de l'homme redonne confiance. Il se fait proche de lui. Il assume en tout sa condition, sauf le péché. Il dresse sa tente à côté de la sienne pour que, en toute confiance, il retrouve sa fierté, sa grandeur et sa dignité. Dieu ne laisse pas l'homme s'engouffrer sans retour dans l'abîme du mal, quel que soit son nom. Il vient à sa rescousse pour l'aider à remonter du tréfonds de sa chute, pour qu'il ait confiance

en la force de Celui qui le sauve. 3. Chers fils et filles d'Haïti vivant à l'extérieur et à l'intérieur du pays, nous vous saluons avec notre affection pastorale. Nous nous apprêtons à fêter Noël. C'est la venue parmi nous de Jésus-Christ, Fils de Dieu, notre Sauveur. Il vient encore aujourd'hui, en ce temps qui est nôtre, planter sa tente parmi nous.

4. Ce temps est marqué par les grands maux qui affectent notre pays, dont la liste est connue de tous. Citons cependant : la faillite des institutions étatiques, l'esca-

lade de la violence, les gangs armés à la solde de puissants sponsors, la débâcle économique croissante engendrant un appauvrissement intolérable, la corruption généralisée, l'impunité arrogante, la méfiance, le non-respect de la sacralité de la vie et l'atteinte effrontée à la dignité de la personne humaine que nous avons déjà dénoncées avec vigueur dans notre dernier message du 27 septembre 2018. A cet effet, comment ne pas dire l'horreur et l'effroi que nous avons éprouvés devant l'état révoltant

de certaines victimes mutilées et jetées à l'aventure et au cloaque ! Aux familles éplorées, nous exprimons encore nos vives sympathies et nous attendons que les auteurs de ces crimes horribles soient appréhendés et traduits en justice.

5. La Nation est en train de creuser le gouffre de son anéantissement. C'est au bord de ce gouffre que le Fils de Dieu vient aujourd'hui nous rejoindre. Il nous tend la main et nous redit avec force d'avoir confiance en

Suite en page 13

## LITTÉRATURE ET PUBLICATION

### Une vague créole déferle sur l'Europe

À l'invitation de l'Association Coopération Education Culture (CEC) et de la Maison de la Francité, l'Association Vagues Littéraires (AVL) est venue présenter le dernier numéro de DO-KRE-I-S : la revue haïtienne des cultures créoles à Bruxelles. Séduire le public européen, tel est le défi que se sont fixé Jean Erian Samson et Junior Borgella, respectivement directeur de publication et membre du Comité de lecture de la revue, qui, depuis plusieurs semaines, participe à de nombreux espaces de rencontres littéraires, en France et en Belgique.

Créée en Haïti en 2016, DO-KRE-I-S est une revue bilingue (créole/français) s'adressant aux personnes intéressées aux langues et aux cultures créoles à travers le monde. De nombreuses disciplines artistiques y sont conviées et offrent aux lecteurs la possibilité de découvrir et d'apprécier la diversité culturelle des communautés créolophones.

A l'occasion de la deuxième édition des « Rencontres internationales des cultures créoles », qui se sont tenues à Port-au-Prince, en octobre passé, l'Association Vagues littéraires a sorti le nouveau numéro de sa revue

DO-KRE-I-S qui, après avoir traité, l'année passée, du « wawayaj/voyage », se penche, cette fois-ci, sur la notion de « miwa/miroir ». Un numéro riche en découvertes, tant de l'Autre que de Soi. Les autres espaces créolophones ne sont pas en reste, tient à préciser Junior Borgella : « la Guadeloupe, la Martinique, l'île de la Réunion, les Seychelles et l'île Maurice sont parties prenantes de notre projet et envoient de nombreuses contributions ».

« Le but de notre mission en Europe est de promouvoir et de diffuser la revue et de rencontrer des partenaires potentiels pour

nos projets. Outre des présentations à Bruxelles, Limoges et Nice, nous étions aussi présents au 28e Salon de la Revue qui s'est tenu à Paris, début novembre », déclare Jean Erian Samson.

DO-KRE-I-S se veut « une plateforme où les cultures créoles s'expriment, où les imaginaires dialoguent dans un esprit de rencontre et de métissage » nous dit Junior Borgella. Elle promeut une vision rassembleuse qui s'inscrit dans l'inclusion linguistique, participant ainsi de la coexistence des langues sur le plan national, et cela pour un développement

harmonieux des pays. La Fondation Connaissance et Liberté, l'ambassade d'Haïti en France, la Région/DAC Guadeloupe et l'Institut Français, en Haïti, pour ne mentionner que ces derniers, sont partenaires de Vagues Littéraires.

David Bongard

NDLR : Pour ceux ou celles qui souhaiteraient contribuer, le thème retenu pour le prochain numéro, qui devrait sortir en octobre 2019, est « marges ». A vos plumes !

## Message de Noël 2018 de la Conférence épiscopale d'Haïti aux : prêtres, religieux, religieuses, fidèles laïcs, hommes et femmes de bonne volonté.

Suite de la page 12

Lui, confiance en nous-mêmes et confiance les uns dans les autres. Ce climat de confiance est la condition *sine qua non* de toute velléité de dialogue. Nous aspirons tous à ce dialogue que nous appelons de plusieurs façons. Peu importe le nom que nous lui donnons, ce dialogue exige, outre un climat de confiance et de vérité, une attitude d'écoute, de franchise et de dépassement de soi à la recherche du bien supérieur de la Nation.

6. C'est sur ce terrain de dialogue vrai, sincère et inclusif que nous proposons de ramener le dossier PetroCaribe auquel il faut donner une suite concrète dans le plus bref délai, tant en son aspect administratif qu'en son aspect juridique. Qu'on ne s'y méprenne pas, l'Église reconnaît la nécessité du dialogue, elle le propose à la nation sans se proposer elle-même. L'Église s'engage aux côtés du peuple haïtien sur cette voie en vue d'une réalisation plus adéquate du Bien Commun (cf. *Compendium de la Doctrine Sociale de l'Église* n. 417).

7. Nous sommes de plus en plus persuadés qu'il faut organiser le sauvetage de notre cher pays. À cette fin, chaque fils et fille de ce pays doit exercer un rôle actif et déterminant. Cela nous demande de nous ressaisir,

de consentir des sacrifices très exigeants, sachant que nous ne ferons jamais rien de trop pour le bien de notre mère Patrie que nous aimons tous.

8. Vous les élus, à tous les échelons de l'État, votre responsabilité, en tant que mandatés par le peuple, c'est de tout faire pour arrêter cette dégradation inquiétante d'Haïti. Vous êtes chargés de protéger le peuple et les institutions démocratiques du pays. Vous devez renoncer aux privilèges indus et extravagants que vous vous accordez au détriment des besoins primaires et vitaux du peuple. Vous devez agir avant qu'il ne soit trop tard. L'heure est grave. Nous vous interpellons avec vigueur. Sachez encore que la légitimité n'est pas simplement un acquis, c'est surtout une conquête permanente. Quand, investis de pouvoir, nommés ou élus, vous êtes incapables de servir le peuple, votre légitimité s'effrite. Que peut-on espérer de vous si vous êtes incapables de défendre les intérêts de tous les citoyens haïtiens, c'est-à-dire de préserver le Bien Commun, objectif principal de toute politique ?

9. Vous qui êtes investis du pouvoir judiciaire, vous êtes appelés à faire régner le droit et la justice dans un système décrié et réputé corrompu. En êtes-vous vraiment conscients ? Nous en appelons à votre impartialité, votre indépendance, votre

intégrité et votre courage.

10. Vous qui êtes engagés dans les partis politiques et qui travaillez à la conquête du pouvoir, nous vous rappelons que le pouvoir est un service. Par conséquent, vous êtes appelés à faire taire vos passions et ambitions personnelles afin que ce soit le pays qui gagne toujours. Comme nous le rappelle le Pape François, « une société politique perdure, si elle cherche, comme vocation, à satisfaire les besoins communs en stimulant la croissance de tous ses membres, spécialement ceux qui sont en situation de plus grande vulnérabilité ou de risque... » (*Discours devant le Congrès américain*, 24 septembre 2015).

11. Vous les membres de la société civile, hommes et femmes de bonne volonté, aimez sincèrement ce pays. Travaillez honnêtement à son développement. Votre rôle est de contribuer à la transformation de la société. Aussi, vous prions-nous de résister à tout aveuglement, à toute pression, intimidation et manipulation.

12. Fils et filles d'Haïti, tout ce que nous venons de vous dire sera lettre morte et parole vaine tant que le venin de la méfiance altère et dénature nos relations. Nous devons le reconnaître, la méfiance, engendrée par la peur, règne entre nous et entrave l'avancement de notre pays.

Nous devons la combattre. Et ce combat passe par l'éducation de la conscience pour une culture de la vérité, de la loyauté et de la probité. Elle nous permet de devenir des citoyens, citoyennes responsables.

13. Sur la route du peuple haïtien, il y a Marie, un modèle de confiance et d'égard compatissant pour l'autre. Elle n'a jamais désespéré, ni perdu confiance, même au pied de la croix. « Chaque fois que nous regardons Marie nous voulons croire en la force révolutionnaire de la tendresse et de l'affection »

(Pape François, Exhortation post-synodale *Evangelii Gaudium*, n. 288). À Noël, c'est Dieu qui nous fait confiance en son Fils, qui a planté sa tente parmi nous et est venu restaurer la confiance entre nous.

14. Fils et filles d'Haïti, notre souhait le plus cher pour la Noël 2018 et la nouvelle Année 2019 est de cheminer et d'arriver à un véritable pacte de confiance, et ainsi donner un contenu réel à un nouveau printemps pour notre peuple. À Notre Mère très chère, Notre Dame du Perpétuel Secours, nous remettons ce vœu, pour que, par son intercession, il se réalise. Donné à Lilavois, au Siège de la CEH, le 30 novembre 2018, en la fête de Saint André, Apôtre et Martyr. Suivent les signatures des Évêques présents :

Mgr. Launay SATURNE, Archevê-

que métropolitain du Cap-Haïtien Président de la CEH;

Mgr. Joseph Gontrand DECOSTE, SJ, Evêque du Diocèse de Jérémie, secrétaire général de la CEH ;

S. Em. Chibly Cardinal LANGLOIS, Evêque du diocèse des Cayes;

Mgr Max Leroy MESIDOR, Archevêque métropolitain de Port-au-Prince;

Mgr Désinord JEAN, Evêque du Diocèse de Hinche;

Mgr Pierre Antoine PAULO, OMI Evêque du Diocèse de Port de Paix;

Mgr Pierre André DUMAS, Evêque du Diocèse d'Anse à Veau / Miragoâne, Vice-Président de la CEH;

Mgr Marie Erick Glandas TOUSSAINT, Evêque auxiliaire de l'Archidiocèse Port-au-Prince, Econome de la CEH ;

Mgr Yves-Marie PEAN, CSC, Evêque du Diocèse des Gonaïves;

Mgr Quesnel ALPHONSE, Evêque du Diocèse de Fort-Liberté;

Mgr Ducange SYLVAIN, SDB, Evêque auxiliaire de l'Archidiocèse Port-au-Prince;

Mgr Guire POULARD, Archevêque Émérite de Port-au-Prince;

Mgr Jean-Alix VERRIER, Evêque Émérite du Diocèse des Cayes;

Mgr Content SAUVEUR, Administrateur diocésain du Diocèse de Jacmel.

## Positionnement des jésuites d'Haïti face à la conjoncture sociopolitique actuelle du pays

Suite de page 12

davantage de l'illusion, de la chimère que de la réalité.

Les partis politiques de leur côté font face à une vraie crise de confiance. Ils sont, pour la grande majorité, des partis bidon, dirigés par des leaders opportunistes, affairistes et pour la plupart sans aucune formation appropriée. La discipline de parti est inexistante. Ils sont en réalité anti-démocratiques et sans aucun enracinement social réel. Bref, nous observons avec tristesse un phénomène de discrédit total du politique, exprimé par le haut taux d'abstention et le faible score des candidats dans les compétitions électorales.

• Sur le plan culturel

Nous constatons, non sans douleur, un effondrement des valeurs à tous les niveaux, une crise d'autorité généralisée. La corruption se convertit en une véritable culture qui s'infiltre dans toutes les couches sociales. Notre système éducatif est inadéquat et délétère ; ce qui se traduit dans des crises récurrentes de l'Université, notamment de l'Université d'Etat d'Haïti, qui se révèle incapable de former de bons citoyens pour le pays. La méfiance empoisonne les relations sociales et l'égoïsme rend impossible toute réussite collective. Les sectes religieuses qui pullulent dans le pays véhiculent malheureusement, dans la majorité des cas, une idéologie aliénante qui nuit à l'engagement citoyen en incitant à chercher dans l'au-delà les solutions aux problèmes d'ici-bas. Par ailleurs, un grand nombre de leaders religieux souffrent d'un déficit notable de crédibilité.

• La position des différents

acteurs face à la crise

• Au sein de cette réalité difficile et complexe, nous observons paradoxalement un consensus chez un grand nombre d'acteurs politiques et sociaux (partis politiques, médias, églises, organismes de défense des droits humains, *petro-challengers*, le secteur culturel etc.) autour de l'urgence de la moralisation de la vie politique. La lutte citoyenne pour exiger un procès contre ceux qui sont accusés de dilapider les fonds petro-caribe en est une preuve évidente. La corruption est fustigée et dénoncée de plus en plus dans les différentes strates de la société. Le train de vie des hauts fonctionnaires de l'Etat est partout décrié et un nouveau discours, articulé autour de la nécessité d'assainir l'administration publique, s'impose.

• Les positions face à la résolution de la crise politique sont nombreuses et divergentes. Le secteur de l'opposition, auto-désigné « *secteur démocratique et populaire* », exige la démission pure et simple du Chef de l'Etat. D'autres optent pour un remaniement ministériel et le départ du Premier Ministre. Certains plaident en faveur d'un dialogue national. Le gouvernement pour sa part lance un appel au dialogue avec les différents acteurs et un désarmement des gangs armés.

Le secteur international, dont le *Core Group* et le Gouvernement nord-américain, n'appuie pas le départ du gouvernement, condamne la violence et appelle au dialogue et au respect des procédures démocratiques. Des organisations du haut patronat dont le « Forum Economique », quelques voix au sein du secteur protestant, appellent au dialogue et rejettent l'option du départ du Président de la République.

• De cette pluralité d'opinions et

de positions, se profilent deux grandes tendances: la première, qui est plus de facture institutionnelle, reste du côté du dialogue, de l'apaisement social et politique. La deuxième opte pour le départ du Président et du gouvernement et pour la formation d'un gouvernement de transition inclusif en vue de la réalisation du procès « *péto-caribe* », la tenue d'une conférence nationale et l'organisation de nouvelles élections. Nous sommes donc en face d'une véritable polarisation de la scène politique et la population est prise en otage.

L'opposition politique, en dépit de son dynamisme, n'est ni bien organisée, ni populaire. Le gouvernement, de son côté, est inapte et de plus en plus impopulaire, vulnérable, et discrédité. Nous nous retrouvons finalement dans une conjoncture politique incertaine dont l'issue est imprévisible.

• Notre positionnement comme Jésuites (Compagnie de Jésus) face à cette réalité

Nous, les Jésuites d'Haïti, sommes profondément choqués et interpellés par la grande souffrance de notre peuple et particulièrement des plus pauvres, ceux qui vivent en marge de l'histoire et qui en sont les éternelles victimes. Cette triste situation de précarité que connaît la société heurte notre conscience de Jésuite et de chrétien. Compagnons de Jésus-Christ qui a porté l'amour jusqu'au don total de lui-même sur une Croix pour la libération du monde ; nourris de son enseignement prophétique dans la Synagogue de Nazareth où Il définit son action comme une mission reçue du Père pour servir d'abord les plus petits de ce monde - les prisonniers, les aveugles, les opprimés etc., (Luc 4, 16-21), nous ne saurons rester indif-

férents face à tant de douleurs. Nous saluons la mémoire de tous les disparus ; nous exprimons notre profonde sympathie à l'endroit de toutes les familles endeuillées et nous manifestons notre solidarité sincère envers les victimes des dernières scènes de violence gratuite. Forts de notre mission comme jésuites qui est le service de la foi et la promotion de la justice, nous nous associons aux évêques d'Haïti pour dénoncer avec la plus grande rigueur *l'impunité, la corruption et la violence* des gangs armés qui mettent en charpie le tissu social. Contrairement aux pratiques politiques en vigueur dans notre société depuis un certain temps, nous sommes persuadés que la politique est une chose noble et, comme le Pape François, nous croyons que « *la mission des chrétiens est de réhabiliter la dignité de la politique* ».

Issus en majorité de ce peuple et en contact quotidien avec lui à travers nos divers engagements apostoliques dans plusieurs coins du pays, nous sommes témoins de sa fatigue vis-à-vis des luttes intestines et mesquines interminables entre les dirigeants pour la seule conquête du pouvoir et le maintien des privilèges. A ce carrefour historique où notre existence comme peuple est menacée, il est absolument impératif que de sérieux efforts soient consentis de la part de tout un chacun en vue d'apporter des solutions durables et viables qui adressent non seulement les problèmes conjoncturels mais aussi et surtout les problèmes structurels, garantissant ainsi le bien-être intégral de nos populations.

Voilà pourquoi nous, Jésuites d'Haïti (La Compagnie de Jésus), dans un esprit hautement œcuménique, enracinés dans les valeurs profondes de l'Évangile et en par-

faite communion avec ce peuple souffrant, avec l'Église et avec tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté d'ici et d'ailleurs qui luttent, d'une manière ou d'une autre, pour le bien-être du peuple Haïtien, nous déclarons solennellement ce qui suit :

• Nous interpellons vivement tous les acteurs impliqués dans la crise actuelle à faire preuve de dépassement de soi et de prioriser les intérêts supérieurs de la nation haïtienne;

• Nous lançons un appel à tous les citoyens et toutes les citoyennes des autres nations, notamment ceux des pays les plus puissants de la planète, à se solidariser avec Haïti à travers leurs organisations, la communication et d'autres moyens qui sont à leur portée ;

• Tout en reconnaissant la violence structurelle dont la majorité de la population a toujours été victime, nous condamnons, de toute notre force, la violence sous toutes ses formes comme mécanisme de résolutions de conflits;

• Nous invitons instamment les acteurs internationaux, spécialement le *Core Group*, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique du Nord, les Organisations Internationales présentes dans le pays etc., à prendre conscience de leur lourde responsabilité dans le drame que vit ce peuple et de l'accompagner sincèrement, au-delà des intérêts stratégiques, commerciaux et politiques, dans la recherche de solutions viables et durables et dans la construction d'un Etat de droit ;

• Nous exhortons le haut patronat et les grands acteurs économiques en général à une prise de conscience et à un engagement patriotique ferme et sincère, en vue d'apporter une contribution

Suite de la page 14

# DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

## L'Union républicaine en requête citoyenne : Mesure protectrice et État des lieux.

Par Dan Albertini

Entre (). Macron-des-rêves croit en dring en l'automatisme de la romance 'en passant par la Lorraine...', ne suis pas si vilaine avec mes sabots, puisque le fils du roi m'aime'. Oups, le fils du roi n'était pas à la rombière (bourgeoise) et c'est la République en gilet jaune, fermons ().

Presser sur le **B** vital de notre créance est plus que de la foi c'est la loi. J'ai, dans ce cadre-là, libellé le 28/03/2103 à travers ces colonnes l'article suivant : [mesure protectrice de l'union républicaine, requête citoyenne, selon l'art. 52.1-k, du chapitre III, et de l'art. 138 de la constitution](#), parce qu'il y avait guerre des émeraudes. Urgence. Emeraudes, nous en sommes tous, et en guerre, si. Quel est alors l'état des lieux, le 12/12/2018 car 13H00 ne doit arriver ?

### La République et la notion du contrat

Il y a rupture des baux, parce que Dever a vertement violé la clause de la [mesure protectrice de l'union républicaine](#). Devers est une république et gare à l'exo qui croit s'immiscer en ombre, en besogne au pays pour satisfaire ses propres lois quand il y a péril en la demeure chez lui.

Une république oui, il y en a plus d'une, et nous l'avions dit dans [une avalanche diplomatique prévisible \(et esquisse de solution à l'Avalanche diplomatique 2016\)](#). Il y a eu mort d'hommes par la faute du président. Chef d'État égocentrique qui ne sait prévoir ni voir ses limites, tandis que l'étranger est dans nos portes, Deves menace, il dépense. Devers, majuscule... président. Dressons alors un bilan factuel, puisqu'il y a rupture des baux.

### Constat, excès de langage, héritage colonial, en fait et en droit

Visière levée d'une présidence : 'le président a parlé c'est fini' dixit Jovenel Moïse

Le contrat : le peuple est souverain, c'est la notion impérative !

Édit de sénateurs en fuite : 'nous sommes des hommes d'État'

État des lieux : [la roue ovale d'un Parlement sans racine](#) publié a priori en 2006

Criminalité I : la police en escouade canidé a investi le parlement, en intimidation

Le contrat : le territoire du parlement est inviolable

Révélation I : le président du Sénat a cité et indexé un député, en séance plénière

État des lieux : Immunité dissoute

Révélation II : le président a 'un fils d'un mariage incestueux', au Canada

Constat : liaison incestueuse révélée de la fratrie immédiate, à Port-de-Paix

Monétisation : le président a émis un édit rétracté, sans expertise, sur l'économie

Constat : la monnaie nationale dégringole depuis lors

Insurrection : une république nordiste menace d'avancer vers le reste du pays

Constat : menace, prise en otage et rupture de contrat unilatéral

En vertu de ces constats, de ces excès, de cet héritage, doit-on rompre les baux ad nauseam ?

La raison de la demande en mesure de protection de l'union républicaine, du 28/03/2013 est différente d'ici. C'est le président d'abord, le parlement ensuite, la police pour finir, qui font outrage à la constitution et à l'union républicaine, en accusant la loi matri-

ce du pays de faible.

Si l'on se compare, soit pour s'évertuer soit pour se consoler ou pour se condamner, en vertu de ce qui se passe ailleurs & ailleurs. Je maintiens la série qui trace de la diplomatie de *p'tits noms*, *nammo* Macron qui ne se voulait 'manu', puisque sans solution, en échec avéré, et se croyant le *napoléon II* de l'histoire, il a mis l'euro au hasard. Le désaccord de Londres qui a gardé sa 1-sterling était une prédiction. Paris-5 a fermé l'œil trop longtemps pour ne pas voir. L'effroi s'installe sur la réalité profonde du peuple des Bastilles, car il y en a plusieurs, quand Versailles fume encore du tabac insulaire cubain de réserves aux frais de la V<sup>e</sup>.

Lisons Paris Match dans 'les jours où l'exécutif a tremblé', signe que tout ne va pas bien tel on le prétend pour la maîtrise par les *grandes-écoles*. Edouard P fêtait son 48<sup>e</sup> d'après le texte de Bruno Jeudi, Anne-Sophie Lechevallier, Éric Haquemand, (06/12/2018). Je cite : 'Et, sa femme Edith, n'avait pas voulu décommander le dîner organisé chaque année avec leur trentaine d'amis'. Ailleurs & ailleurs, cet ailleurs est Paris, car la France c'est chez Nous par le droit à l'héritage de l'esclavage colonial français qui nous doit, plus que le nazi doit au Juif.

Ailleurs, c'est Paris Match l'autre colonne *média*, deux réalités qui démontrent en bref, que, lorsque le peuple a faim sur le *bas-de-pavé* ce n'est pas l'affaire de Paris qui fête sa tradition inséparable où, à Paris des rois, le caviar est avec le vin rouge aux frais de la République qui brûle. Edouard P n'a pas su se soucier pour que cela n'arrive, mais au contraire, il se la serait attribuée en intelligence si la hausse de la taxe des rois passait, ce soir-là, ferait des envieux au : bravo *ed*. Hélas non c'est l'erreux que doit payer *ed-et-manu* qui ont, en un seul homme, rompu la notion du contrat. Résultat : [une plainte sans suite déposée contre manu M.](#), le nier, Paris perdra ses colonies du nouveau registre : l'outremer.

Ailleurs est aussi chez *ton-ton* où l'abbé du deal pris dans l'engrenage infernal de ses mirages en demi-mensonges n'arrive pas à colmater les brèches de commutée provoquée. Egocentrique de la *rotonde de vlad-à-Kim*, au prince criminel de passage chez *pervardo* jusqu'à Duterte, le Sud lui enverra encore un peu plus de migrants aux portes de l'Eden, sans sourire. D'ailleurs nous connaissons la guerre, et nous

sommes aussi ces soldats GI déployés contre le racisme.

Révisons la présidence rotative de *jov* à la CARICOM comme *état des lieux*. Si *jov* était resté permanent, lequel de ses homologues lui aurait enlevé l'accréditation si ce n'est Kingston qui peut aboutir, Barahona nous alimenter, Havana nous héberger, etc. ? C'est encore la notion du contrat quand il y a péril en la demeure. Il faut évacuer les égoïstes des écuries d'Osias. La RD en premier aurait renversé *jov* à la CARICOM et non sans raison.

Ce n'est donc au hasard que le 9/12/2015/H-O/P7, [mieux préparer 2021](#) est étalé pour accuser 2016 ou l'avalanche diplomatique prévisible, afin d'éviter l'autre dérive prévisible perçue. Ce n'est alors sans raison, mais sans lien direct implicite avec le *gilet-jaune* français, car pure coïncidence, [L'Enjoy Plaza](#) de Jean Jackson Michel détruit à l'Archaie [cité du drapeau en Haïti], était jaune et tout jaune comme un *gilet jaune* outremer que le président *jov* a fait détruire par la haine. Comme si le *gilet-jaune* en France réclame justice par solidarité dans sa mesure de protection de l'union républicaine.

Si nous sommes en matière de présidence dans l'impasse républicaine globale, et par solidarité, *franscréole*, je réponds par l'interrogation sur le **parlement**, de l'article originel : où est ce réservoir de génies pour ne pas avoir accompagné la 49<sup>e</sup> sur la 1<sup>e</sup> marche ?

La mesure protectrice renfermait ses **mesures provisionnelles** : meubler l'institution de haut savoir, dans le but de rehausser le

niveau de l'institution en permanence [...]. J'ai été plus loin en **demande de dédommagement**.

L'imposition du silence pendant six mois, pour excès de zèle basé sur de la haine politique ; l'imposition du silence pendant six mois, pour obstruction à l'exercice du mandat de l'élu (Art.138), obtenu au scrutin universel ; la levée de l'immunité parlementaire pour une période de trois mois, pour tort moral et national causé par des accusations mensongères et non fondées ; la mise en examen pour haute trahison dans le but de faire perdre au pays, les droits de sa souveraineté et des avantages conséquents aux contrats signés sous cette présidence.

La question n'est donc pas ici en quête d'indulgence ni de l'irrévérence qui pourrait s'éclater en polémique. Le Parlement a peut-être appris, mais pas assez, car son comportement partisan en faveur de la présidence cette fois-ci a miné l'État au détriment de la Nation. L'état des lieux a empiré. Et, par rapport au précédent scandale, la présidence s'installe aujourd'hui dans le crime, dans la faillite, dans la menace de la souveraineté au point où le quidam évoque sans critiques aucunes, la main de l'exo dans notre patrimoine.

Si le constat des lieux ne se ressemble pas dans la formule André Michel et dans celle de Jerry Tardieu, ils s'accordent. L'union républicaine n'a pas été protégée par la présidence ni par le parlement. C'est donc pourquoi nous devons nous prononcer en séparation légale infirmant le mandat du président. Une formule Tardieu-Michel devrait être considérée sans détour.

DE BROSE & STUDLEY, LLP

**Richard A. De Brosse**  
Attorney at Law

ACCIDENTS \* REAL ESTATE  
MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)  
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

[rdebrosse@QueensLegalPlaza.com](mailto:rdebrosse@QueensLegalPlaza.com)

## Positionnement des jésuites d'Haïti face à la conjoncture sociopolitique actuelle du pays

Suite de page 13

effective à la construction d'une société haïtienne plus juste, plus équitable et plus prospère ;

- Nous invitons les tenants des Grands Pouvoirs de l'État, notamment ceux du Pouvoir Exécutif, plus spécialement le Président de la République, Mr Jovenel MOÏSE, le Premier Ministre, Mr Jean Henri

CÉANT, à écouter, avec un esprit patriotique, les cris de la population, s'ouvrir à un dialogue sincère avec toutes les forces vives de la nation et prendre les décisions qui s'imposent dans le sens des aspirations fondamentales de ce peuple souffrant.

- Enfin nous lançons un appel aux patrons de presse, aux directeurs d'opinion, spécialement à l'ANMH, l'AMI, l'AJH

etc., ainsi qu'aux médias d'État, au respect scrupuleux de la déontologie journalistique en vue d'une participation effective et citoyenne à la construction de notre démocratie.

### Conclusion

Conscients et fiers de notre extraordinaire héritage historique et culturel, nous faisons un appel solennel à tous les fils et à toutes les filles du pays vivant tant en

Haïti qu'à l'étranger, à puiser dans notre magnifique histoire de peuple libre, notre grande capacité de résilience et notre foi inébranlable en Dieu, les ressources nécessaires, pour qu'ensemble nous puissions construire ce lendemain meilleur dont nous rêvons tous et toutes, indiquant à nouveau frais au monde entier la voie de la liberté et de la fraternité.

Pour les Jésuites d'Haïti :

Père Jean-Denis Saint-Félix, SJ, Supérieur des jésuites d'Haïti  
Père Jean-Marie Louis SJ, Conseiller  
Père Rogerio da Silva SJ, Conciller  
Père Kawas François, SJ, Conseiller  
Père Kenel Senatus, SJ, Conseiller

# HAPPENINGS!

If what is happening to Judge Dieunel Lumérant is indicative of the future of judges who believe in the supremacy of the law, lawlessness will continue to reign in Haiti.

As reported in last week's issue of the *Haiti-Observateur*, this judge filed his final report regarding the investigative research he had undertaken for the past three months about an illegal arms shipment from Miami to the port of St. Marc in September 2016. Two individuals have been jailed: former Haitian Police Chief Godson Orélus and Sandra Thélusma. The Police chief under President Michel Martelly, Mr. Orélus is the one who signed the purchase authorization to a bogus

Jonas Vladimir Paraison.

There heavyweights among them. For example, Vladimir Paraison was the high-ranking Police officer in charge of overall Palace security. He was relieved of his duties two days before the judge filed his report. According to reliable sources, Mr. Paraison has already reached Equator in South America, where he attended military school and has contacts in high places. Another bigwig is Reginald Delva, former Minister of the Interior and Territorial communities. Of the two Joseph brothers, Junior, the owner of a gun shop in Orlando, has already been indicted in the arms shipment case in Florida's southern dis-

authenticity of the message in which Roro Nelson veiledly threatened the judge: "This judge Lumérant will be leaving Haiti, not me."

For those who have seen Roro Nelson in action, his threat against the judge should be taken seriously. Under the cover of the Martelly's presidency, Roro Nelson had seized several highly valued properties, especially in the hilly region of Fermathe, above Pétion-Ville. No one could stand up to him. Only after Martelly's term ended in February 2016, did the disowned proprietors undertook action to recuperate the properties.

On Friday, December 7, two days after Vladimir Pa-

actly one year after the 2010 earthquake when his predecessor, Monsignor Joseph Miot, perished in the

addition, no doubt, Mr. Martelly got a good deal from Viettel, as he looks forward to his reelection in 2021. That is



Mgr Guire Poulard.

destruction of the archbishop's residence as well as of the imposing Cathedral of Port-au-Prince.

**\*Increasingly unpopular in Haiti for his dilapidation of the PetroCaribe Fund, former President Michel Martelly with his wife Sophia went to Hanoi, Vietnam, to show himself in a new light.**

On Sunday, December 3, Martelly's picture with a group of students said to be Haitians studying in Vietnam made the rounds of the social media. In a long-distance, exclusive interview to Frantz Duval, editor of the *Le Nouvelliste daily* in Port-au-Prince, published December 7, Michel Martelly said the invitation to Vietnam was pending since he was in office. Now, he is taking advantage of the trip to kill more than one bird with one stone.

His invitation, he said, came from an Economic Forum and the Ministry of Tourism. During his weeklong stay, he said he made a courtesy visit to Vietnam's vice-president, Her Excellency Dang Thi Ngoc Thinh. He had talks with the Minister of Culture, of Sports and Tourism. His wife was given agricultural materials to be distributed to women associations in rural areas. They visited two universities and Mrs. Sophia Martelly signed an agreement with the National University of Agriculture for an exchange program for Haitian students interested in agriculture. They also visited the Vietnam Academy of Music in Hanoi, seeking scholarships for Haitian students.

The visit to the Group Viettel must be considered the most important. Viettel is the parent company of NATCOM, the telecommunications company that competes in Haiti with Digicel. Interestingly, Viettel has announced that it got a lucrative deal for Natcom in Haiti. In

an issue, which requires much digging.

By the way, Martelly told journalist Frantz Duval that he has no control over the PHTK, the "Bald-headed" political party named after his bald head. In addition, he has no ministers in the administration. "I would say that it's the PHTK which is represented in the government." Though he has no control over the PHTK or over the government, he still can offer deals that only a bona fide representative of the government could make. Meanwhile, a document on the internet provides a wealth of information about what the Vietnamese, via NATCOM, propose to do to help Michel Martelly seize power a second time. Notwithstanding the PetroCaribe heist, much of which happened under Martelly's presidency, from 2011 to 2016. (TO BE CONTINUED.)

**RAJ**  
12 December 2018



Michel and Sophia Martelly in Vietnam, posing with a group of Haitian students in Hanoi, the capital of this country.

firm in Haiti, which had a connection in southern Florida. As for Mrs. Thélusma, she led the group that came to pick up the shipment.

The list of the indicted,

tract. However, Roro Nelson must be considered "the heaviest among the heavies," for having been the right arm of President Martelly, during five years of the presidency,

raison was relieved of his duties, the home of Judge Lumérant in St. Marc was peppered with gunshots in the wee hours of the morning. The *telediol*, the Haitian word-of-mouth network, pointed fingers at the former high-ranked police officer for the attack on the judge's residence. However, others say, Roro Nelson should not be ruled out in that attack.

**\*Guire Pollard, Archbishop emeritus of Port-au-Prince, died Sunday night-Monday morning, succumbing to a cancer of the pancreas, according to official information.**

In 2017, weakened by the disease, the 76-year-old prelate tendered his resignation to the Pope, and was replaced by Monsignor Max Leroy Meritor. Born in Petit Goâve, Guire Poulard was ordained priest June 25, 1972. On February 25, 1988, Pope Jean-Paul II named him bishop of Jacmel. He was transferred to Les Cayes on March 9, 2009 and on January 12, 2011; he was named Archbishop of Port-au-Prince,



Investigative Judge Dieunel Lémourant.

considered as fugitives because they failed to appear in court, as required, are the following, in alphabetical order: Durand Charles, Reginald Delva, Monplaisir Édouard, Jimmy Joseph, Junior Joël Joseph, Ronald "Roro" Nelson and André

from 2011 to 2016.

In a pre-registered message, on December 8, Roro Nelson said, "this good-for-nothing judge chose to utter my name, he's working for a Senator," meaning he is not independent. The online news blog *VBI* confirmed the

# HAPPENINGS !

From page 1

fateful day in December. He hanged himself afterward. The homicide-suicide is the more painful, because unknown to Nancy, her husband, Gerald "Gerry" Lauréus, was having an affair with Nancy's half-sister, Katie, who was infected with HIV-AIDS by a musician who played in the reggae-type band that Gerry had assembled and which Nancy financed.

Added to Carline's pain is that she had a hint that something was amiss for some time. "In July 1997, she said, 'I got a telephone call from Nancy that worried me. I felt she was confiding in me. She told me there will be a big family reunion and she wants me to be there.'" To which Carline assured her that she wouldn't miss it.

Based on the chronology of events, apparently Gerry and Nancy had planned the homicide-suicide for some time, because Carline says, "They even sent me music and prayers to prepare me for what would be happening." Since they knew they were infected with a killer disease, having no children and to avoid a long debilitating illness, they took the easy way out by homicide-suicide.

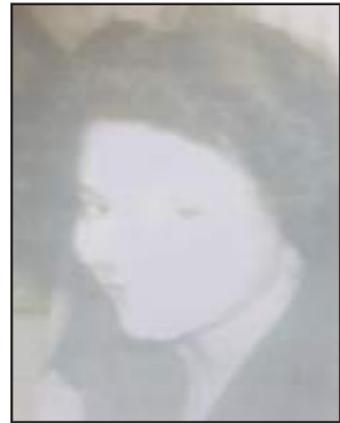
Carline says, "On the morning of December 22<sup>nd</sup>, Katie called me. She was crying. What's the matter, is our mother Ok? She said 'Yes.'" And Carline exclaimed: "Katie, don't tell me that Gerry killed my sister!?" That was it. Katie didn't say a word, knowing that she was indirectly the culprit.

With her three-year-old son in her arms, Carline said she felt numb. "All energy went out of my body," she says. But she managed to call the health lab, where her husband worked, to tell him the crushing news. "In 15 minutes, Alberto was home to console me."

At that point, some sad memories flooded her mind. Carline remembered how her elder sister, Marcelle DesGrottes-Macleod, died on November 15, 1987, following a terrible accident. She had fallen while deplaning at JFK International Airport, in New York, with her newborn son Daniel in her arms. Unconscious, she was rushed to the hospital. After two months on life-support, their father, Rochefort Des-

Grottes, had the heart-rending task of turning off the machine. Fortunately, little Daniel wasn't hurt in the fall. He and his sister Melissa are around to bear witness to their mother's shortened existence.

In her mind, Carline raced back to Haiti where she grew



Marcelle DesGrottes-Macleod

together with Nancy. She remembered her two grandmothers, Eva Athis-Oriol and Eugénie Oriol, who took care of her and her younger sister. She repeated to herself the names of her uncles, aunts and cousins, as if to remind herself that she was not alone in the world. She wondered whether life would have been better back in Haiti. Yet, she also remembered how when they were growing up in Haiti, she and Nancy "dreamed about the good life in the Big Apple." You see, their mother, Solanges, had left them with the grand-parents while she emigrated to the United States first to work and prepare them a nest. A typical story in many an immigrant family!

Definitely, the passing of Nancy has greatly affected Carline, who considers her younger sister a pillar of the family. She's enamored of this "young genius at school and a model person." Nancy went to John Dewey High School in New York and obtained a grant to attend Marymount College where she majored in accounting. By the way, she was very proud to have attended the same college as First Lady Nancy Reagan.

In a few words, Carline paints a picture of her sister: "She never drank nor smoked and never took even an aspirin," Carline says. "Nancy loved her family, friends and colleagues."

It's no wonder that her place of work, St. Nicholas NPC in Williamsburg, Brooklyn, honored her by naming the building where she had worked at 106 Gerry Street, **Nancy DesGrottes Apartments**. Her name lives on.

Nancy was generous with her time and money. In college, she substituted for her Spanish professor whenever he was ill. She had literacy classes at the Brooklyn Library, as well as in other places, for those who couldn't read and write. In the Haitian community, she volunteered to teach at the Haitian Academy, which René Grégoire and his wife Marie-Pologne had started in Brooklyn, and which eventually moved to Haiti.

Nancy became like a parent for our younger brother, Alfred, and our half-sister from our mother's side, Ms. K. Pierre. Unfortunately, in 2016, Alfred died from kidney failure due to complications from diabetes. He left five children under the care of my aunt, Denise Pierre-Louis DesGrottes. Although Alfred and Katie were working, Nancy used part of her substantial paycheck for supplement. Also, when the company where she worked closed down, Carline says Nancy offered her lodging at her large apartment.

Carline idolizes her younger sister who, though petite, was really a giant when it came to doing anything for the family. Unquestionably, she had a mind for business. She financed the reggae-like band that her husband had started. But she was also an artist. "When she picked up her guitar," Carline says, "listening with your eyes closed, you would think you were listening to Andrés Segovia, the Spanish virtuoso classical guitarist."

Talking about religion, Carline says: "We were brought up in a religious family. But Nancy was more than religious, she was very spiritual. And she mentions the three-page prayer Nancy gave her on March 28, 1995, which she still repeats daily. 'Nancy, though not perfect, was a saint,' says Carline, adding, 'where in the world would you find a virgin at age 30?'"

To some extent, Carline bla-

mes herself for what happened to Nancy. She says, "Unlike me who ran to Italy, Nancy remained in New York. She did not have me around physically for advice and sustenance. But I remained in contact constantly via phone and fax, thanks to the generosity of the Volani Family where I worked at the Domovideo firm."

Francesco Oriol, whose father, Dr. Alberto Scrocchi-Buschi, is a source of comfort. Though far away from her original roots, she believes strongly that she has maintained her identity, even saying that her son is "Haitian-American-Italian." These are the three citizenships she has had, though she doesn't have a



Building named after Nancy DesGrottes.

The Volani family plays a big role in Carline's life in her adopted Italy. "I am especially grateful to Mariano Volani, who gave me the job." She says, added, "By the way, his older brother Arnaldo Volani is president of the Mozart Association of Italy, of which I am a member."

Despite the pain she feels about Nancy, Carline finds solace in the unity she says exists between her and the long-gone sisters. "I am not Nancy, neither am I Marcelle. But we are more united than ever. My life has changed. What I do, I do it for them, because I remember what we used to say: 'Whoever stays behind should do for all of us what had not been done'." She stops for a minute and adds: "This is why I am having this story published. I promised that I would not let their memory die."

With her sisters gone, Carline is not alone. In Italy, she now has her grown son, 23-year-old

Haitian passport now. She instills in her son the love for her "Darling Haiti, the land where Blacks first broke the chains of slavery and became a beacon of hope for all enslaved people."

Nonetheless, Carline feels that her life in Italy was meant to be. "If I am alive today," she says, "I must thank my cousin Jean-Marie Oriol-Théus for that plane ticket, in 1993, urging me to return to Italy where I have modeled, acted and have my little family."

Concluding the interview, Carline says she wants to say something to her mother in Florida. "In advance, I want to say Merry Christmas to you. Thank you, Mama! I love you for all you have done, even without the help of a husband, long gone, to educate us and prepare us to fly on our own."

Raymond A. Joseph  
December 12, 2018

## Frantz

### Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118  
843 FRANKLIN AV. (BET. UNION & HERRING)  
FRANTZSTUDIO.COM

**Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!**



**Take Out & Catering**  
We serve  
a  
delightful array of dishes for  
**Breakfast, Lunch and  
Dinner**

Located Next to MERRICK LAUNDROMAT  
AT  
233-06 Merrick Blvd. (between 233rd St. &  
234th St.) Phone: 718-341-8566